

**JEUDI 9 JUILLET 2015**

*« Voir » la fin de la civilisation industrielle.*

- = **La Bourse chinoise en plein Krach, toute l'Asie suit** p.1
- = **Chine : Nous nous attendions à un grand plongeon depuis le 1 Mai 2015...Il est là !** p.2
- = **Panique boursière en Chine: vers une crise mondiale?** p.4
- = **Face au krach des Bourses chinoises, les gros actionnaires interdits de vendre pendant six mois** p.5
- = **La Grèce n'est qu'un révélateur, un messenger de mauvais augure (Bruno Bertez)** p.7
- = **Surcharge financière absurde (Dmitri Orlov)** p.10
- = **Le Trou Noir Financier Origine et destinée (Dmitri Orlov)** p.12
- = **Les matières premières, maillon faible (Bruno Bertez)** p.17
- = **La crise grecque, le révélateur de notre dépendance aux bureaucrates monétaires (P. Herlin)** p.18
- = **VEILLÉE D'ARMES (François Leclerc)** p.19
- = **Grèce : Un détective pose quelques questions troublantes** p.21
- = **Guerres zombies : ce sont les politiciens qui gagnent... (Bill Bonner)** p.23
- = **Société sans cash : réponse à quelques objections (Simone Wapler)** p.25
- = **« Ce n'est pas le peuple grec votre ennemi... mais la finance!!! » (Charles Sannat)** p.28
- = **Dettes: ne sommes-nous pas tous des Grecs?** p.32
- = **Les Européens mettent Tsipras au pied du mur : un accord ou le Grexit dimanche !! la fermeture des banques prolongée ...** p.34
- = **Christian Noyer – Banque de France : “La Grèce risque le chaos”** p.36
- = **Grexit : les USA mettent les pieds dans le plat d'Angela Merkel (Le Yéti)** p.38
- = **Grèce, Argentine... même combat !** p.39
- = **Sabre de bois... (Patrick Reymond)** p.42
- = **Finances publiques : 3 subterfuges scandaleux** p.44
- = **Après le « Grexit » qui se prépare, on pourrait passer au « Brexit » et surtout au « Francexit » (Jean-Jacques Netter)** p.49



## **La Bourse chinoise en plein Krach, toute l'Asie suit**

BusinessBourse et ÉconomieMatin **Le 09 juil 2015 à 11:58:55**



**Bulle qui a explosé ? Vente irrationnelle ? Peur de quelque chose dont nous ne savons encore rien ? Quelle qu'en soit la raison, les faits sont là : la Bourse chinoise subit depuis plusieurs semaines un crack que rien ne semble arrêter... même pas le tout-puissant gouvernement du pays le plus peuplé du monde. Et forcément les marchés asiatiques dans leur ensemble emboîtent le**

pas.

### **Un tiers de la valeur boursière envolée en trois semaines**

Tout a commencé avec la Bourse de Hong-Kong, puis celle de Shanghai. En quelques semaines les pertes ont été colossales : **près de 30% de la valeur des stocks boursiers s'est envolée selon les analystes pour une valeur de... 3 200 milliards de dollars. Plus de la dette publique de la France, pour se faire une idée.**

Et le risque que ça dure est réel : les investisseurs chinois ne sont pas des professionnels pour la plupart. Du coup, si tout le monde vend, ils vendent. Et s'ils vendent, tout le monde vend. Vous voyez un peu le cercle vicieux de la chose ?

Le gouvernement chinois lui-même a tenté d'intervenir : **40% des valeurs de la Bourse ont été suspendues... sans succès.** Shanghai perdait 5,91% ce mardi 7 juillet 2015 après un pic à -7%, Shenzhen fermait ses portes à -6,75% et Hong Kong à -5,84%.

### **L'Asie dans son ensemble s'écroule... et ensuite ?**

Ce krach d'envergure pourrait remettre les pendules à zéro : un véritable "rally" se jouait à Shanghai qui avait vu sa valeur augmenter de 150% en à peine un an, les chinois ayant été fortement incités à investir.

Mais maintenant que toutes les Bourses asiatiques souffrent de ce crack, Tokyo fermait à -3% ce même mardi 7 juillet, le risque de voir les investissements ralentir et les actions fortement capitalisées être vendues est réel.

Si la situation ne s'améliore pas, le vent de panique pourrait atteindre également les marchés européens déjà fortement sous tension avec la question de la crise de la dette en Grèce et sa possible sortie de la zone euro en ce mois de juillet 2015. Et la reprise économique tant attendue pourrait bien se faire attendre encore un peu...

Source: [economieamatin](#)

## **Chine : Nous nous attendions à un grand plongeon depuis le 1 Mai 2015...Il est là !**

Qui perd gagne Posted on [8 juillet 2015](#)

Dans notre article en date du 01.05.2015, nous avons anticipé une correction du marché chinois, du fait de la dangereuse frénésie qui y régnait !

[Puis le Skyscraper Index est venu renforcer nos craintes :](#)



*L'analyse technique en données hebdomadaire laisse entendre que cette baisse n'est pas terminée ...*

- Tout du moins tant que l'on n'a pas franchit la Moyenne mobile exponentielle EMA16 à la hausse et que l'on a pas atteint le territoire de survente ( 30 ) du RSI 8 qui correspond a notre moyenne mobile EMA 16
- (  $EMA\ 16/2=RSI\ 8$  ....Le niveau 50 du RSI 8 correspondant a notre moyenne mobile par rapport a l'indice)

### Il est bon de rappeler que la chine n'est pas un pays sans danger

La dette a en fait augmenté le plus en Chine.

- **La dette totale de la Chine est passée de 7 trillion de dollars en 2007 à 28 trillion de dollars aujourd'hui.**
- **La dette de la Chine a quadruplé depuis 2007.**
- **A 282 % du PIB, la dette de la Chine est plus grande que celle des États-Unis ou de l'Allemagne.**
- Trois évolutions sont potentiellement inquiétant: la moitié de tous les prêts sont liés, directement ou indirectement, à la surchauffe du marché

immobilier de la Chine, aux comptes bancaires non réglementée pour près de la moitié des nouveaux prêts

- La dette de nombreux gouvernements locaux est probablement insoutenable.
- Cependant, le gouvernement de la Chine a la capacité de renflouer le secteur financier si une crise de la dette liée à la propriété se développait.
- Le défi sera de contenir les augmentations futures de la dette et de réduire les risques d'une telle crise, sans mettre les freins sur la croissance économique.

## Panique boursière en Chine: vers une crise mondiale?

© REUTERS/ Lucas Jackson 11:27 09.07.2015(mis à jour 12:45 09.07.2015)

**Les bourses chinoises sont en chute libre en dépit des tentatives des autorités visant à contenir la panique.**

L'indice de la bourse de Shanghai "Shanghai Composite" a chuté mercredi de 5,9% supplémentaires. Actuellement, les cotations d'environ 1.300 sociétés cotées sur les bourses chinoises ont été suspendues à Shanghai et Shenzhen (près de Hong Kong). 70% du marché financier est paralysé.

Depuis la mi-juin, les actions chinoises ont perdu 30%, ce qui représente près de 3.000 milliards de dollars. La Banque populaire de Chine a promis de prendre des mesures afin de stabiliser le marché boursier. Pourtant, selon un représentant de la Commission chinoise de régulation des marchés (China Securities Regulatory Commission, CSRC), "la situation est alarmante".

En outre, la panique commence à contaminer le marché des biens de consommation, notamment le marché du porc, rapporte Bloomberg.



De l'avis de certains investisseurs mondiaux, une déstabilisation du système financier due à la correction boursière chinoise actuelle constitue aujourd'hui un risque plus important que la crise grecque.

Lire la suite: <http://fr.sputniknews.com/economie/20150709/1016919552.html#ixzz3fOS3Uapu>

## [Face au krach des Bourses chinoises, les gros actionnaires interdits de vendre pendant six mois](#)

Le Monde.fr | 09.07.2015

Les marchés boursiers chinois ont rebondi jeudi 9 juillet au lendemain de l'interdiction faite aux gros actionnaires de vendre leurs titres pendant une période de six mois, dans le cadre des mesures de soutien édictées par les autorités pour freiner la chute du secteur financier : la Bourse de Shanghai s'est effondrée d'environ 31 % en moins d'un mois.

Lire aussi : [Nouveau krach des Bourses chinoises](#)

Une équipe emmenée par le vice-ministre de la sécurité publique, Meng Qifeng, s'est par ailleurs rendue jeudi matin dans les locaux du régulateur boursier pour prendre connaissance d'éléments suggérant des ventes à découvert d'actions « *malveillantes* », indique Chine nouvelle. Les autorités « *riposteront* » aux activités illicites, déclare l'agence de presse officielle sur son microblog, sans

donner de précisions sur les activités illégales en question ni sur les personnes faisant l'objet des éventuelles enquêtes.

### **Un risque plus important que la crise grecque ?**

Vers 6 heures (heure française), l'indice CSI300 des principales sociétés cotées à Shanghai et Shenzhen gagnait 2,43 % tandis que la Bourse de Shanghai prenait 1,3 %. Les deux indices avaient encore reculé de 6 % à 7 % mercredi. Depuis la mi-juin, la chute des marchés boursiers chinois se chiffre à plus de 30 %. A tel point que, pour certains investisseurs mondiaux, une déstabilisation du système financier qui serait due à la correction boursière chinoise constitue aujourd'hui un risque plus important que la crise grecque.

Lire aussi : [Nouveau krach des Bourses chinoises](#)

Les Etats-Unis ont ainsi fait part de leur inquiétude. « *La crainte, réelle, porte sur la signification de tout cela en termes de croissance à long terme en Chine* », a déclaré mercredi le secrétaire au Trésor, Jack Lew. L'autorité de régulation des marchés boursiers chinois, la CSRC, a annoncé mercredi soir que les actionnaires détenant des participations supérieures à 5 % dans des sociétés chinoises cotées en Bourse n'auraient plus le droit de vendre leurs titres pendant une période de six mois.

### **« Sentiment de panique »**

L'interdiction s'applique aussi aux investisseurs étrangers qui détiennent des participations dans des sociétés cotées à Shanghai ou à Shenzhen, bien que celles-ci soient souvent inférieures à 5 %. La CSRC, qui a évoqué un « *sentiment de panique* » sur un marché dominé par les actionnaires individuels, a promis que les contrevenants seraient sévèrement sanctionnés.

Par ailleurs, les principaux actionnaires des grandes banques chinoises telles que ICBC ou de grandes entreprises comme la société de raffinage pétrolier Sinopec ont promis de conserver leurs participations, voire de les augmenter. Les autorités politiques ont publié ces derniers temps une série de mesures pour soutenir les marchés boursiers : baisse des taux d'intérêts, suspension des introductions en Bourse, incitation des sociétés de Bourse à acheter des actions garanties par des liquidités de la banque centrale.

## **La Grèce n'est qu'un révélateur, un messenger de mauvais augure**

**Bruno Bertez 8 juillet 2015**

Nous avons à plusieurs reprises expliqué que le refus de l'Allemagne de se rallier à une solution raisonnable pour le surendettement Grec était lié à sa conception morale et philosophique.

La conception Allemande est non pas économique, mais juridique. Les contrats doivent être respectés. Même si la morale, en fait, recouvre l'égoïsme des intérêts du pays et de ses dirigeants.

Nous avons rappelé que cette conception était à géométrie variable puisque l'Allemagne a bénéficié au moins à deux reprises du pardon de ses dettes. La politique intérieure et la montée des eurosceptiques explique également bien des choses en particulier le double langage que Merkel a utilisé pendant toute la période où elle a fait semblant de croire au respect par la Grèce de ses obligations.

Ce qui est en jeu, derrière les négociations et les ultimatums, c'est ni plus ni moins que le bien fondé de la solution Allemande, la solution de l'austérité. L'économie internationale se gère comme un ménage, en bon père de famille proclament les Allemands ! Le donnant-donnant, aide contre effort doit être la règle, le contrat. Il faut démontrer que cette voie ne peut être contestée et que la convergence est et reste la solution à tous les maux. Faute de réussir à en maintenir le mythe, l'Europe risque d'abord la contagion par le mauvais exemple, puis la dislocation. A tout prix il faut maintenir les fictions sur lesquelles reposent les « remèdes » européens, l'austérité, le « extend and pretend », l'exemplarité du modèle Allemand et bien sûr cette idée que les pays du Nord n'ont aucune responsabilité dans les déficits des pays du Sud car les Allemands ont inventé un système nouveau dans lequel les excédents des uns n'ont pas pour contrepartie les déficits des autres. Comment soutenir que l'on peut enregistrer un excédent structurel de 7% de son GDP et oser se donner en modèle aux autres ? Comment peut-on accumuler un trésor de guerre, un butin de 1 trillion et prétendre que tout le monde peut en faire autant ?

Tout ceci conduit à escamoter, à enfouir le problème initial, le vice de la construction Européenne d'abord et celui de la conception de l'euro ensuite. Nous sommes tellement lassés d'entendre cette rengaine que nous n'osons plus l'évoquer. La construction Européenne était viciée car elle reposait sur la tête. Cela nous fait penser à ces couples qui ne s'entendent plus guère et qui croient sauver leur union, par la venue d'un nouvel enfant. Hélas, cela ne résout aucun problème, cela les aggrave et les multiplie. L'union monétaire a été créée sur la tête, à l'envers, on a cru que le symbole, le signe produirait la réalité. La création de l'euro mettait la charrue avant les boeufs, elle était politique, mais sans volonté politique réelle. On espérait que le désir viendrait après.

L'évidence de l'absence de désir politique, gouvernemental ou populaire se donne à voir dans la question de la mise en commun fiscale. On a voulu une union monétaire, tout en sachant que les peuples ne voulaient pas d'une union fiscale ; on a voulu faire un enfant, mais sans l'appétit du vivre ensemble.

Il en va de la question de l'échec de la construction Européenne, de la faillite de l'euro comme de toutes les autres grandes questions, telles que l'immigration, le terrorisme, le pouvoir des banques, les mœurs : on n'a pas le droit de les aborder, on est disqualifié si on en parle. Il y a des dogmes, des tabous que l'on ne saurait effleurer sans être taxé de ringard, de fasciste, de raciste, d'extrémiste ...

C'est plus que de la bien-pensance ou du politiquement correct, c'est une sorte de mystère de notre époque, on a reconstitué le sacré avec du pur profane, voire du vulgaire.

Déjà en 1992 Wynne Godley écrivait : « Je suis favorable à la construction européenne et à la tentative d'intégration politique, mais les propositions du Traité de Maastricht, telles qu'elles sont faites sont sérieusement défailtantes, et curieusement, toute discussion publique en a été quasi impossible ».

Godley s'étonnait, déjà à cette époque, que l'on ait pu croire que la création d'une Banque Centrale indépendante allait seule résoudre tous les problèmes ! Nous ne cessons de répéter que pour croire cela, il faut croire à la magie qui agit par ses signes, et réussit à modifier la matière. Il faut croire aux illusions et au pouvoir des illusionnistes. La monnaie joue un rôle, dans les économies, bien sur, mais elle ne produit pas les économies, elle est auxiliaire de la production, de la circulation, de l'investissement etc. Elle ne suffit pas à produire un cadre économique, des structures, des superstructures, des codes, toutes choses qui ont une épaisseur, qui offrent une résistance. Et Dieu sait si des résistances, incarnées dans les avantages acquis, il y en a. Il y en a encore plus, quand la monnaie est dirigée, étatisée, socialisée.

Et puis, même dans un monde qui serait parfait, il reste toujours la question de la transition vers ce monde parfait ! Comment résoudre les déséquilibres qui se révèlent au cours de la transition ? Précisément, ces déséquilibres impliquent un mouvement, des mouvements et les mouvements sont fondés sur une suite de déséquilibres. Il faut que d'autres outils puissent être utilisés ne serait-ce que pour parvenir au monde parfait ! Nous sommes en plein dans le problème actuel, celui de la convergence, celui de la transition. Celui que les pays du Nord nient avec une étonnante mauvaise foi.

La question centrale pour les gens comme Godley était celle du sinistre économique, celle de la dépression avec ses conséquences, le chômage, et la



cassure du consensus social. Ce n'est pas un hasard si les problèmes des périphériques et singulièrement ceux de la Grèce se sont manifestés après la Grande Crise Financière et son avatar la Grande Crise Economique. On a tendance à l'oublier !

La crise Grecque n'est pas tombée du ciel, elle a eu un déclencheur. Et c'est parce que le système issu de Maastricht était imparfait et défaillant que l'on s'est enfoncé. Le fait d'ôter aux pays souverains la possibilité de se servir des outils habituels, mais sans leur donner la faculté de bénéficier d'instruments collectifs, communs, mutualisés, était un pari contre le bon sens . Et le pari a bien entendu été perdu.

Le Pacte de Stabilité, sorte de contrat collectif était et est un défi aux incertitudes de la vie économique, il met du mort sur du vivant, du fixe sur du variable, du parfait sur de l'imparfait. En fait il suppose le problème de l'harmonisation, de la convergence et de la transition résolus alors qu'il s'agit de se donner les moyens de les affronter. Le fait d'abandonner comme on le fait sans le dire, la contrainte d'austérité et de la remplacer par l'impératif des réformes ne change rien à la nécessité de disposer d'un cadre très souple, très tolérant pour la transition.

Les Allemands, rigides ne sont pas plus adaptés aux défis de la situation que ceux qu'ils critiquent, les Grecs.

# Surcharge financière absurde

Par Dmitri Orlov – Le 7 juillet 2015 – Source : [ClubOrlov](#) [LeSakerFrancophone](#)



«Ceux que les dieux veulent détruire, ils les rendent d’abord fous» passe pour une citation attribuée à tort à Euripide. Elle semble décrire l’état actuel des choses en ce qui concerne le déroulement de l’imbroglio grec. C’est une tragédie grecque en tous point : nous avons les différents eurocrates, élus, non élus, ou bientôt-non-élus, trébuchant sur la scène en vomissant d’absurdes bêtises, et nous avons le chœur de l’électorat grec annonçant bruyamment au monde quelle absurdité fantaisiste est tout ceci, au moyen d’un référendum.

Comme la plupart d’entre vous le savent probablement, la Grèce est aux prises avec plus de dettes que ce qu’elle peut jamais espérer rembourser. Les documents publiés récemment par le Fonds monétaire international ont concédé ce point. La plupart de cette mauvaise dette a été contractée afin de rembourser les banques allemandes et françaises pour des créances douteuses précédentes. La dette était mauvaise pour commencer, parce qu’elle a été faite sur la base des projections fallacieuses du potentiel de la Grèce concernant sa croissance économique. Les prêteurs se sont comportés tout d’abord de manière irresponsable en offrant ces prêts, et ils méritent de perdre leur argent.

Toutefois, les créanciers de la Grèce refusent d’envisager de déclarer l’intégralité de cette mauvaise dette nulle et non avenue, pas à cause de quelque chose ayant à

voir avec la Grèce, qui est assez petite pour qu'on abandonne cette mauvaise dette sans causer de dommages importants, mais à cause de l'Espagne, de l'Italie et d'autres [la France notamment, NdT], qui, si on leur pardonnait de façon similaire, feraient exploser les finances de l'ensemble de l'Union européenne. Ainsi, il est assez évident que la Grèce est punie pour garder les autres pays sous tension. La punition collective d'un pays sous la forme du paiement forcé d'une dette onéreuse engagée sous de faux prétextes est déjà mauvaise ; mais la punition collective d'un pays pour servir d'avertissement aux autres peut faire blêmir.

Ajoutez à cela une double portion de doubles standards. Le FMI ne pourrait pas prêter à la Grèce, car cela nécessite une certaine assurance de remboursement ; mais il continuera à prêter à l'Ukraine, qui est en défaut et en effondrement rapide, sans de telles assurances, parce que, voyez-vous, la décision est politique. La Banque centrale européenne n'accepte plus les obligations grecques comme garantie parce que, vous voyez, elle les considère comme pourries ; mais elle continuera à se gaver de toutes sortes d'autres ordures financières en les utilisant pour vomir des euros sans broncher, gardant son soutien financier à d'autres pays européens simplement parce qu'ils ne sont pas la Grèce. Le gouvernement allemand insiste sur le remboursement grec, considérant que cette position est hautement morale, en ignorant le fait que l'Allemagne est le pays ayant fait le plus défaut dans toute l'histoire de l'Europe. Si l'Allemagne n'avait pas été pardonnée à plusieurs reprises pour sa dette, le pays serait beaucoup plus pauvre, et en moins bonne forme que la Grèce.

L'hypocrisie éhontée de tout cela ne peut qu'avoir un effet déstabilisateur sur la politique de l'Europe, avec le centre politique s'enfonçant pour être remplacé par des coalitions radicales de gauche ou de droite. Notez combien rapidement la concurrente de droite à la présidentielle de la France, Marine Le Pen, a salué le résultat du référendum organisé par le gouvernement de gauche de la Grèce. Le dégoût de la bureaucratie qui règne dans l'Union européenne commence à transcender les frontières politiques, créant de drôles de coalitions.

En fin de compte, la finance, à tous les niveaux, doit être basée sur des règles et des chiffres, ou bien elle devient absurde. Brisez suffisamment de vos propres règles, et votre argent ira grossir les tas d'ordures, parce que dans un monde où l'argent est de la dette et la dette des ordures, l'argent devient une ordure. Mais il y a une méthode éprouvée pour résoudre ce problème et continuer : on appelle ça la faillite nationale. La Grèce est en faillite ; si sa résolution provoque la faillite de l'Espagne, de l'Italie et d'autres et si, par effet domino, cela met en faillite toute la zone euro, alors c'est exactement ce qui doit arriver.

Mais quelque chose pourrait se produire à la place. Les eurocrates sont déjà consternés par le spectacle de la démocratie grecque, et ils vont travailler dur pour faire dérailler tout effort démocratique dans l'avenir en utilisant tous les moyens de manipulation politique et économique à leur disposition ; tout simplement pour gagner un peu plus de temps, ce qui rendra la fin du jeu, quand elle arrivera enfin, d'autant plus douloureuse. Je suis sûr que les eurocrates planifient de suivre le modèle de la fonction publique britannique, qui a atteint son niveau de dotation maximale lorsque l'Empire britannique a cessé d'exister. Regardons les moyens de ne pas les aider à le faire.

*Dmitri Orlov*

## **Le Trou Noir Financier Origine et destinée**

Par Dmitri Orlov – Le 30 juin 2015 – Source [ClubOrlov](#)

Il y a quelque temps, j'ai eu le plaisir d'entendre Sergey Glazyev – économiste, homme politique, membre de l'Académie des sciences, conseiller du Président Poutine – dire quelque chose qui confirme complètement ma propre pensée. Il a dit que tous ceux qui connaissent les mathématiques peuvent voir que les États-Unis sont au bord de l'effondrement parce que leur dette a augmenté de façon exponentielle.



Ce ne sont pas des mots qu'un Américain ou un homme politique européen peut proférer en public, et peut-être même pas chuchoter à leur moitié sous la couette, parce que les oreilles indiscrettes américaines pourraient les entendre. Puis l'homme politique en question obtiendrait le traitement de Dominique Strauss-Kahn (dont la carrière illustre s'est terminée lors d'une visite aux États-Unis, où il a été faussement accusé de viol et arrêté). Et donc aucun politicien européen (et à fortiori américain) ne peut énoncer une évidence, peu importe sa force.

Les Russes ne l'ont que trop bien compris à ce jour. Oui, le maintien d'un dialogue et de relations cordiales avec les Européens est important. Mais il est bien entendu

que les Européens ne sont qu'un tas de marionnettes américaines sans volonté ou capacité de prise de décision autonome. Alors pourquoi ne pas parler aux Américains directement? Hélas, les Américains sont aussi des marionnettes. Les fonctionnaires et les politiciens américains sont définitivement des marionnettes, contrôlés par les lobbyistes des entreprises et des oligarques œuvrant dans l'ombre. Mais voici une nouvelle sensationnelle : ce sont, eux aussi, des marionnettes contrôlés par les simples impératifs de rentabilité et de préservation de la richesse. En fait, toute la hiérarchie est un jeu de marionnettes. Et ce qui sous-tend l'ensemble est un trou noir financier gigantesque en constante expansion.

Aimez-vous votre trou noir? Si vous n'êtes pas sûr de l'aimer, laissez-moi vous poser quelques autres questions. Aimez-vous le fait que vos cartes de crédit fonctionnent toujours, ou que vous pouvez toujours garder de l'argent à la banque et même obtenir de l'argent à un distributeur de billets ou recevoir – ou espérer recevoir – éventuellement une pension? Aimez-vous le fait que vous pouvez obtenir des choses utiles comme de la nourriture, du gaz, des billets d'avions, contre de simples morceaux de papier imprimés avec des images d'hommes blancs morts? Aimez-vous le fait que vous avez accès à Internet, que les lumières sont allumées et qu'il y a de l'eau au robinet? Eh bien, si vous aimez ces choses, alors vous devez aussi aimer le trou noir financier, car c'est lui qui rend toutes ces choses possibles malgré la faillite de votre pays. Peut-être que c'est une relation d'amour-haine : vous aimez être en mesure de prétendre que tout va bien, même si vous savez que ce n'est pas le cas, et vous souhaitez profiter un peu plus du business as usual avant que l'enfer ne s'abatte sur nous, que ce soit pour quelques jours ou pour un an ou deux; mais vous détestez le fait que finalement le trou noir vous aspirera, après quoi les choses vont définitivement... couler.

Aux États-Unis, jusqu'à présent, le trou noir suce la moelle des familles individuelles (bien qu'il suce aussi parfois des villes entières, comme Detroit, Michigan, ou Bakersfield, Californie, ou Camden, New Jersey). Avec l'aide du racket à l'hypothèque frauduleuse [subprimes, NdT], il suce aussi les maisons, et les recrache rechargées de mauvaises dettes. Avec l'aide de l'industrie médicale, il suce les personnes malades et les recrache ruinées. Avec l'aide du racket de l'enseignement supérieur, il aspire l'espoir des jeunes, et les recrache diplômés mais avec des diplômes sans valeur et aux prises avec une dette étudiante vertigineuse. Avec l'aide du complexe militaro-industriel, il aspire à peu près tout et recrache des cadavres, des invalides, des dommages environnementaux, des terroristes et une instabilité mondiale, etc...



Mais le trou noir peut également aspirer des pays entiers. Actuellement, il est occupé à essayer de sucer la Grèce, mais c'est un moment difficile, parce que la Grèce est, malgré tout, une démocratie. Cela met les marionnettes du trou noir dans un drôle d'état à l'heure actuelle, et elles commencent à réclamer un changement de régime en Grèce, pour que la Grèce soit obligée de capituler devant le trou noir affamé.

La façon dont le trou noir aspire des pays entiers se présente comme suit. Si le trou noir n'a pas pu aspirer depuis quelques temps, il a faim et met les marchés financiers en chute libre. Les instruments financiers des pays qui se trouvent être les plus loin du trou noir, sur la périphérie, tombent plus vite. A la recherche d'un refuge sûr, l'argent sort violemment de ces pays vers les pays du centre qui sont regroupés, serrés autour du trou noir : les États-Unis, l'Allemagne, le Japon et quelques autres. Le trou noir engloutit cet argent, mais il a encore faim [l'appétit vient en mangeant..., NdT]. Et comme les pays de la périphérie sont maintenant financièrement trop faible pour résister, ils peuvent facilement être transformés en fourrage à trou noir. Cela se fait par la vente à la découpe du pays avec une dette extérieure qui ne pourra jamais être remboursée, puis en forçant à continuer à payer cette dette en en faisant une condition impérative pour maintenir la bouée de sauvetage financière, qui garde les banques ouvertes, les distributeurs automatiques de billets remplis, les lumières allumées, etc... [tout ce que vous avez aimé précédemment, NdT]. Pour être en mesure d'effectuer les paiements, le pays est contraint de démanteler son économie et sa société à travers l'imposition de l'austérité, de tout privatiser, en vue d'en faire des garanties pour plus de prêts, et d'abandonner sa souveraineté à des organisations transnationales, comme le FMI et la BCE, qui sont directement impliquées dans les soins et l'alimentation du trou noir.

Vous pourriez demander : qui est responsable de tout cela ? Si tout est le fait du trou noir, des marionnettes payées pour le soigner et l'engraisser, et de ses

malheureuses victimes, alors qui prend les décisions? Eh bien, il se trouve que le trou noir a des émotions. Mais il est aussi très, très stupide. Il impose sa volonté en détruisant l'esprit de ses marionnettes – en les rendant incapables de comprendre certaines choses. Cependant, la bêtise est une épée à double tranchant, et en renforçant sa volonté de cette manière, le trou noir contrecarre également son propre but.

Par exemple, il y a quelque temps, le trou noir est tombé sur un gros morceau qu'il voulait aspirer, mais il n'a pas pu. Le morceau s'appelle Fédération de Russie. Il contrôle un territoire énorme, plein de toutes sortes de ressources naturelles que le trou noir aimerait transformer en garanties de prêt pour les aspirer. Le problème est qu'il est plein de Russes, qui sont un peuple auquel il est difficile de faire face quand on est une marionnette du trou noir. Ils ne cessent de dire aux marionnettes de garder leurs orteils de l'autre côté de la ligne rouge, là-bas, et si elles ne le font pas, ils ont tendance à enlever le cran de sûreté de leurs fusils, mettant fin à toute nouvelle discussion.

Cette situation appelle à la négociation, mais le trou noir, qui, comme je l'ai mentionné, est très, très stupide, n'a qu'une seule tactique de négociation. Il pose ses exigences, et attend de l'autre qu'il capitule. Si cela ne fonctionne pas, il applique une pression : impose des sanctions, attaque la monnaie, complique les transactions financières, bloque les actifs du pays à l'étranger, ainsi de suite – et attend que l'autre côté capitule. Et si cela ne fonctionne pas non plus, alors le pays est bombardé et mis en pièce par l'Otan ou, si l'Otan ne veut pas venir, par les États-Unis seuls. Cela fonctionne en général, mais pas dans le cas de la Russie. Mais le trou noir, si vous vous souvenez, est très, très stupide. Il continue à essayer par tous les moyens. Cette méthode déforme l'esprit de ses marionnettes, jusqu'au point où elles ne comprennent plus du tout ce qui se passe.

Par exemple, tout le monde sait maintenant que les pressions sur la Russie ne fonctionnent pas : selon la troisième loi de Newton, toute action entraîne une réaction égale et opposée, et la Russie est assez forte pour que la poussée ne provoque pas de déplacement du tout – mais cause seulement des dommages à ceux qui poussent. C'est comme essayer de changer l'orbite de la Terre en sautant d'une chaise tout en gardant les jambes raides, ce qui est juste un bon stratagème pour nécessiter des soins médicaux. En fait, les Russes sont plutôt reconnaissants pour les sanctions, parce que maintenant, ils ont une bonne raison de devenir enfin sérieux dans leurs investissements pour le développement économique national et pour l'autosuffisance. Mais les marionnettes, ayant eu l'esprit tordu par le trou noir, ne peuvent pas voir qu'en continuant à pousser, elles détruisent leurs propres économies dans le processus. Mais comme les sanctions ne fonctionnent pas [il

faut les continuer, NdT], il est temps de passer à l'option militaire. Cela nécessite de concocter un casus belli, une raison d'aller à la guerre. Le trou noir hallucine : la Russie a envahi la Crimée! C'est sûr, mais il y a quelques centaines d'années de cela, puis elle est demeurée russe jusque là, et plus récemment, sur la base d'un accord international, mais qu'importe! (Oh, et juridiquement la Crimée n'a jamais réellement fait partie de l'Ukraine parce que Nikita Khrouchtchev a bâclé la paperasse de la donation.) OK, qu'à cela ne tienne, mais alors la Russie a envahi l'Ukraine! – tous les jours contenant la lettre D, comme day, mais la Russie est très sournoise et retire ses troupes avant que quiconque puisse prendre une seule photo d'eux là-bas. OK, soit, mais alors la Russie est prête à envahir l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie et peut-être aussi la Pologne. Envahir comment? Tu veux dire comme prendre un bus pour le festival de musique de Jurmala [ville lettone, NdT]? Considérez que c'est fait, mais le festival est déjà terminé et les envahisseurs fans de musique sont de retour à la maison. OK, cela se tient. Mais les marionnettes continuent à crier à l'agression russe! Encore et encore. Ce sont les dommages au cerveau causés par la proximité du trou noir.



Regardez ce pauvre gars, par exemple. Il continue en aboyant, Aggression russe! Aggression russe!, tout en essayant de s'apaiser par la caresse de la croupe de son veau d'or. Que Dieu lui vienne en aide!

Retour à la réalité : les pauvres marionnettes sont incapables de comprendre qu'il n'y a aucune option militaire quand on s'attaque à la Russie. Il s'agit d'une puissance nucléaire avec un excellent moyen de dissuasion stratégique, un territoire bien défendu, et aucune intention agressive contre quiconque. Mais les marionnettes, avec leurs esprits malades, ne peuvent pas le voir, et donc elles empilent différentes sortes de vieilleries militaires obsolètes le long des frontières de la Russie, et en sont même à menacer de positionner en Europe des missiles nucléaires Pershing de moyenne portée totalement obsolètes. Ils sont obsolètes parce que les Russes ont maintenant le système S-500 pour les abattre tous. L'option militaire ne peut tout simplement pas fonctionner, mais ne le dites pas aux marionnettes qui ne peuvent pas absorber de telles informations sans subir d'autres dommages neurologiques.



Retour à la Grèce : la Grèce est minuscule, certainement pas la puissante Russie, mais elle a néanmoins refusé de capituler devant les exigences du trou noir. On lui a demandé de détruire complètement sa société et son économie comme condition pour maintenir les bouées de sauvetage financier du FMI et de la BCE. Ce qui est gênant pour le trou noir et ses marionnettes, c'est que la Grèce n'est pas un pays obscur du tiers-monde peuplé par des gens à la peau foncée dont vous ne voudriez pas pour marier votre fille, mais une nation européenne qui est le berceau de la civilisation et de la démocratie européennes. La Grèce a réussi à élire un gouvernement qui a tenté de négocier de bonne foi, mais les marionnettes ne négocient pas, elles exigent, menacent et causent des dommages jusqu'à ce qu'elles obtiennent gain de cause ou jusqu'à ce que leurs têtes explosent.

Ça va être intéressant à regarder. Si le trou noir ne réussit pas à sucer la Grèce, alors quel pays sera le prochain? L'Italie, l'Espagne ou le Portugal? Et, comme ce processus continue, à quel moment y aura-t-il assez de gens pour dire que ça suffit? Parce que quand ils le feront, le trou noir va se ratatiner. Ce n'est pas un vrai trou noir qui est constitué de matière si dense que son champ gravitationnel piège même la lumière. C'est un faux trou noir, composé de la cupidité combinée de tout le monde. Il est basé sur la cupidité et la peur tout autour de lui, et il se maintient en se nourrissant de la peur. S'il peut continuer à sucer les personnes, les familles et des pays entiers, il peut garder l'avidité de son noyau vivant, mais s'il ne le peut pas, alors l'avidité va se changer en peur, et le trou noir va imploser et mourir. Et je souhaite que quand il mourra toutes ses marionnettes avec leurs lésions cérébrales se réveillent, réalisent à quel point elles se sont trompées, et aillent chercher quelque chose d'utile à faire, comme élever des moutons, cultiver des légumes, ramasser des palourdes ...

## [Les matières premières, maillon faible](#)

**Bruno Bertez 9 juillet 2015**

Le « déflation trade » fait des ravages sur le secteur des matières premières. Les difficultés financières de la Chine, la déroute boursière et les craintes sur la croissance provoquent une nouvelle étape de baisse sur le secteur des « commodities ».

Selon Bloomberg, les indices des actions du secteur minier mondial ont perdu plus de 17% au cours des 10 derniers jours, ce qui correspond à la disparition de 143 milliards de dollars de capitalisation boursière. Un sacré effet de pauvreté! Les prix des métaux industriels, comme le cuivre, le nickel, l'aluminium sont au plus bas de 6 ans. Le minerai de fer a chuté de 10% Mercredi, c'est le record de baisse depuis 2006. Tout l'effet du « reflation trade » initié par la Fed avec ses QE,

disparaît.

Les importations de minerais de fer ont chuté de 12% en Mai par rapport à Avril, tandis que les importations de charbon sont au plus bas de 4ans en recul de 28%.

On assiste à la transmission des effets de la chute du marché boursier, à l'anticipation du ralentissement économique et à la liquidation des stocks excessifs. La transivité et la reflexivité s'enclenchent, le mouvement peut fort bien s'auto-entretenir, avec les conséquences pour le secteur financier d'une part et les économies réelles d'autre part.

## **La crise grecque, le révélateur de notre dépendance aux bureaucrates monétaires**

Philippe Herlin Publié le 9 juil. 2015

Depuis le premier plan d'aide au printemps 2010, le feuilleton grec n'en finit pas ! Les "réunions de la dernière chance" s'enchaînent, les psychodrames n'en finissent pas, les déclarations "définitives" se suivent et se ressemblent. Ceci dit, avec le nouveau gouvernement d'Aléxis Tsipras et du mouvement Syriza, on a franchi un degré supplémentaire dans la tension, proche de l'hystérie désormais. Le jeune chef de gouvernement maîtrise comme rarement la dissuasion du faible au fort ainsi que l'art de souffler le chaud et le froid. Son référendum constitue un coup de poker qu'il a brillamment remporté, même si la question était biaisée : le non à l'austérité ne signifiait pas une sortie de l'euro selon lui, à partir de là, le oui (à l'austérité) ne pouvait pas l'emporter ! Rester dans l'euro sans plan d'austérité, tout en effaçant une partie importante de la dette, voici ce que souhaite Tsipras. L'Union Européenne ne l'entend pas de cette oreille, et les discussions reprennent, plus tendues que jamais...

La Grèce finira peut être par sortir de l'euro, nous verrons bien, mais ce que révèle cette crise, c'est surtout notre dépendance à des logiques étatiques sur lesquelles nous n'avons aucune prise. Et il y a de quoi s'inquiéter. En effet, pourquoi le débat sur la Grèce est-il si important ? Parce que des politiciens et des bureaucrates décident à notre place des questions monétaires et bancaires et ils ne nous laissent pas la liberté de contester leurs choix. Et de ce point de vue, l'UE et Tsipras sont à mettre dans le même sac.

L'épargnant grec est coincé : le contrôle des capitaux l'empêche de virer son argent à l'étranger, et ses retraits sont limités à 60 euros par jour. Il est devenu un prisonnier. Face à ces contraintes, les commerçants voient leur chiffre d'affaires s'effondrer : ils ne peuvent plus payer leurs fournisseurs étrangers et leurs clients

n'ont plus d'argent. Qu'en est-il pour l'épargnant européen ? Sans lui demander son avis, les gouvernements ont décidé de prêter à la Grèce à fonds perdus, il se retrouve ainsi avec une dette (60 milliards pour la France) qu'il devra honorer un jour ou l'autre puisque chacun sait qu'Athènes ne pourra jamais rembourser.

Et si la crise s'accroît, l'épargnant portugais, espagnol, italien ou français se retrouvera dans la situation de son compagnon d'infortune grec. Tout cela parce que des bureaucrates décident de la monnaie à notre place. Mais pourquoi ne pas laisser cette liberté aux acteurs économiques ? Si la Grèce était entrée dans la zone euro tout en conservant la drachme pour ses échanges intérieurs, la crise actuelle ne se serait pas produite ! Voici d'ailleurs ce qu'il faudrait faire, réintroduire la monnaie nationale tout en garantissant que les euros actuellement détenus par les Grecs ne seront pas changés en drachmes. Libres à eux ensuite de passer d'une monnaie à l'autre.

Voici aussi ce que l'on devrait faire avec les pays qui doivent normalement adopter l'euro dans les années qui viennent (Pologne, Tchéquie, Hongrie, Roumanie, Bulgarie, Croatie et même la Suède qui l'a refusé par référendum en 2003 mais ne possède pas de dérogation comme le Royaume-Uni et le Danemark). Que ces pays gardent leurs monnaies nationales et facilitent la circulation de l'euro, chacun choisira et les crises des dettes publiques seront ainsi évitées. Mais un bureaucrate n'aime pas vous laisser le choix, il préfère décider à votre place, malheureusement.

Que reste-t-il à l'épargnant pour se protéger des décisions politiques plus ou moins irrationnelles ? Le report vers des actifs réels comme l'immobilier ou – protection suprême – l'or physique qui ne subit pas le risque spécifique attaché à tel ou tel bien immobilier, et qui bénéficie en plus d'une parfaite liquidité. Acheter de l'or c'est dire aux bureaucrates "je n'ai pas confiance en vous", et c'est vrai, ils ne la méritent pas.

La reproduction, intégrale ou partielle, est autorisée dès lors que [www.GoldBroker.fr/](http://www.GoldBroker.fr/) tous droits réservés" est mentionné accompagné d'un lien vers cette page.

## **VEILLÉE D'ARMES**

**Par François Leclerc, blog de Paul Jorion , 9 juillet 2015**

Une nouvelle prise de position favorable au gouvernement grec est apparue hier, là où on ne l'attendait pas. Mariano Rajoy, le premier ministre espagnol, a déclaré en conférence de presse : « la musique est différente, ce n'est pas celle que l'on a écoutée jusqu'à maintenant et c'est positif », en référence à la demande d'aide grecque adressée au Mécanisme européen de stabilité (MES). Sans doute a-t-il pris le pouls de l'opinion publique espagnole, au moment où les sondages électoraux

donnent au coude à coude son parti, le PSOE, ainsi que Podemos. Pablo Iglesias s'est de son côté engagé à fond en faveur des Grecs.

Le gouvernement français ne ménage dorénavant plus ses efforts pour favoriser un compromis, des hauts fonctionnaires conseillant Euclide Tsakalotos et son équipe dans la rédaction de la proposition détaillée de réformes qui doit être remise dans la soirée au plus tard. Ce qui a permis à Manuel Valls, le premier ministre français, d'estimer en connaissance de cause « équilibrées et positives » ces nouvelles propositions devant l'Assemblée nationale, car elle font preuve d'une « réelle volonté d'avancer et de réformes ».

Les détails des réformes exposés dans ce document ne sont pas encore connus, mais l'on sait déjà qu'un plan de trois ans est recherché. Afin de pouvoir rembourser le FMI et d'éviter un défaut sur la BCE, des fonds sont demandés très rapidement, en contrepartie de quoi le gouvernement grec s'engage à réformer les systèmes d'impôts et de retraite dès la semaine prochaine. Dans un premier temps, la BCE pourrait débloquer les 3,6 milliards d'euros qu'elle doit au titre du reversement à la Grèce des intérêts perçus sur les titres grecs qu'elle détient.

Sur la question-clé de la restructuration de la dette, l'approche semble être souple, comme en témoigne la formulation employée dans la lettre préliminaire envoyée au MES, qui a été rendue publique : il ne serait question que « d'explorer les mesures potentielles à prendre afin que la dette détenue publiquement devienne soutenable et viable sur le long terme ». La négociation qui pourra suivre à ce propos se déroulera dans un rapport de force plus favorable, le FMI réaffirmant sa position favorable à ce sujet. Christine Lagarde a sur cette question remis les pieds dans le plat. Selon elle, le chiffre de 50 milliards d'euros d'aide dans le cadre d'un plan à trois ans devra « sans doute être révisé », tandis qu'un allègement de la dette sera l'inévitable « second pilier » d'un nouveau plan de soutien financier à la Grèce. Le ver est dans le fruit : le traitement réservé à la dette publique européenne va désormais faire discussion.

Les détails du projet de compromis font l'objet de dernières mises au point dans les coulisses. Si l'examen de passage du Conseil des gouverneurs du MES, où l'unanimité est requise pour une telle décision, est passé, celui de l'Eurogroupe lui succèdera. Un sommet européen ne serait même plus nécessaire, si les deux examens sont réussis. Puis une question restera en suspens : comment Angela Merkel et Alexis Tsipras pourront-ils *vendre* ce plan au Bundestag allemand et au Parlement grec ? En Allemagne, la cause n'est particulièrement pas entendue.

Ce qui a été recherché par l'équipe de Syriza dès le tout début est finalement intervenu : le nez devant l'obstacle et face au rejet de l'ultimatum des créanciers

par les Grecs, les gouvernements français et italien se sont résolus à prendre leurs distances avec la ligne intransigeante qui prévalait. Un tournant a été entamé. La suite dira ce qu'il en ressortira en termes d'inflexion d'une stratégie qui a failli, ainsi que les conséquences électorales qui en résulteront en Espagne et au Portugal lors des consultations de cet automne.

## Grèce : Un détective pose quelques questions troublantes

Par Roberto Boulant , blog de Paul Jorion 9 juillet 2015

Euh... une dernière p'tite question M'sieurs-Dames. Oh trois fois rien, un dernier p'tit détail et puis-je vous laisse. Je sais que vous êtes très occupés ces temps-ci !

Alors voilà, j'ai bien réfléchi et il y a certaines choses que je ne comprends toujours pas :

– Vous M. Hank Paulson, président de Goldman Sachs à l'époque, vous avez aidé la Grèce à emprunter des milliards d'euros en secret. Ensuite, grâce à votre ingénierie comptable, vous l'avez aidé à contourner les règles européennes, celles qui limitent le niveau de la dette publique. Tout cela afin qu'elle puisse rentrer dans l'Euro... pendant que vous spéculiez contre elle.

C'est bien ça, n'est-ce pas ?

– Vous M. Wim Duisenberg, alors que vous étiez président de la BCE et lauréat du prix *De la vision pour l'Europe*, vous avez donné votre accord à l'entrée de la Grèce dans l'Euro... sans voir que ses comptes étaient aussi maquillés qu'une voiture volée.

Vous devez être très myope, n'est-ce pas ?

– Vous M. Trichet, successeur de M. Duisenberg, demandez à la Grèce pas plus tard qu'hier matin, je vous cite, « de présenter un plan crédible ». Et quand vous étiez en fonction, vous disiez que le pays devait, je cite toujours, « corriger avec la plus extrême vigueur sa trajectoire aberrante, afin de pouvoir ramener son déficit de 12,7 % du PIB en 2009 à... 3 % en 2012. »

Vous avez fait une école de vétérinaire, M'sieur ?

– Vous M. Strauss-Kahn, vous étiez directeur du FMI lorsque vous avez, avec les États de la zone euro, prêté 110 milliards à la Grèce, pendant que la BCE se mettait à racheter des titres de cette même dette pour éviter que leur prix ne s'effondre. Vous avez donc fait passer la dette grecque, des comptes des banques françaises et allemandes à... ceux des États.

Cela en accordant un prêt à un pays en cessation de paiement, ce qui est rigoureusement interdit par le règlement du FMI. C'est bien ça, M'sieur ?

– Vous M. Juncker, après avoir été le Premier ministre, à l'insu de votre plein gré, d'un paradis fiscal pendant près de 20 ans, trois fois Président de l'Eurogroupe, vous êtes l'actuel Président de la Commission Européenne, et vous déclarez, je vous cite, « ne pas comprendre le résultat du référendum grec ».

Il ne peut toujours pas y avoir de choix démocratiques contre les traités européens, c'est bien ça M'sieur ?

– Pour vous M. Schäuble, je vous cite, « la crédibilité de la zone euro est plus importante que son intégrité ».

L'Euro c'est l'autre nom du Mark, et le Mark c'est plus important que ces feignants de Grecs... ou que la stabilité du continent. La Règle plutôt que la Paix, c'est bien ça M'sieur ?

– Vous Madame Merkel, vous avez menti à votre peuple en disant que la Grèce paierait l'intégralité de sa dette, alors que vous saviez pertinemment que c'était impossible. Et maintenant, vous préférez courir le risque de voir exploser l'UE, plutôt que de ne pas être réélue en avouant votre mensonge.

C'est bien ça M'Dame ?

Eh bien, j'veis vous dire M'sieurs-Dames, ce que je ne comprends toujours pas.

Je ne comprends toujours pas que vous soyez encore en liberté ! Que vous n'ayez pas été présentés à un juge, pour répondre de vos délits !

Encore un détail. J'veis bien M'sieurs-Dames, demandez à ma femme ! Je côtoie les gens comme vous depuis des années. De belles personnes, riches (très), élégantes, racées, cultivées et comme il se doit, condescendantes, méprisantes même, car si sûres de leur supériorité intellectuelle.

Alors que moi... R'gardez-moi, de quoi j'ai l'air ? Pas celui d'un Expert ami-ami avec les Maitres du Monde, ah ça non ! Plutôt d'un petit rital dont les grands-parents sont passés par Ellis Island. Petit, mal fagoté dans mon imperméable informe, les cheveux en pétard, je pousse le mauvais goût et la provocation jusqu'à rouler dans une voiture hors-d'âge, une voiture de pauvre (et française qui plus est !). Et pour aggraver mon cas, je multiplie les digressions sur ma vie domestique, et me mêle de ce qui me regarde en vous posant des questions idiotes sur la Grèce !

Quel manque d'éducation, n'est-ce pas ?

Ah, je vois à vos yeux qui s'écarquillent, que vous venez de me reconnaître !

Eh oui, je suis le Peuple, celui qui vu du haut de votre olympe de carton-pâte est sale, bête et méchant. Je représente, quelle horreur, la lutte des classes !

Et comme dans ma série, je viens de vous percer à jour M'sieurs-Dames. Vous ne pouvez plus vous cacher derrière les institutions ou les traités.

Vous êtes tout nu, dans la lumière.

Juste une bande de voleurs et de **pitoyables assassins** !

Même mon chien le voit maintenant.

## Guerres zombies : ce sont les politiciens qui gagnent...

09 juil 2015 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ La crise en Grèce, le krach en Chine — ces deux problèmes ont un thème similaire. Ce sont tous deux des escarmouches dans ce que l'Histoire pourrait venir à considérer comme les Guerres zombies.

D'un côté : la Fed, la NSA, l'industrie financière, la BCE, le dollar, l'euro, les taxis, le QE, les guerres contre la terreur/la pauvreté/l'analphabétisme/les drogues, et de très très nombreux autres...

De l'autre : Airbnb, Uber, les crypto-devises, M. et Mme Tout-le-Monde, les petites entreprises, les familles, l'or, les jeunes, les épargnants, les chauffeurs de camions, les entrepreneurs, les marchés — et des millions de gens honnêtes qui mènent et gagnent leur vie du mieux qu'ils peuvent sans pointer un pistolet sur la tempe d'un autre.

Oui, cher lecteur — peut-être avons-nous trop bu ou pas assez mangé. Mais la nuit dernière, nous avons eu une vision. Elle révélait l'ensemble du tableau d'une manière qui nous était inconnue.

Les zombies, si vous vous rappelez bien, sont des gens et des institutions qui vivent aux dépens des autres. Comment ? Certains sont des criminels en *free lance*... mais la plupart dépendent du gouvernement pour obtenir la chair fraîche dont ils ont besoin. Les gens ne se donnent pas volontiers en pâture. Ils s'enfuient. Ils se cachent. Ils essaient de se protéger. Mais le gouvernement a un monopole territorial sur la seule chose qui fait la différence — la violence.

***Les gens ne se donnent pas volontiers en pâture***

Aujourd'hui, nous nous abaissons donc à admirer l'institution elle-même — le gouvernement. Quel racket magnifiquement organisé ! Il prélève généralement entre 20% et

50% de la production économique totale. Il fixe les règles. Il impose le rythme. Et malheur à quiconque ou quoi que ce soit qui se met en travers de son chemin.

On peut diviser une économie en trois domaines. Les ménages, les entreprises et le gouvernement. Des trois, le gouvernement est de loin dans la meilleure position. Tout le monde en est client, qu'on le veuille ou non. Lorsqu'on contrôle le gouvernement, on fixe les termes des accords avec les autres domaines... et on peut changer ces termes quand on veut. C'est pour ça qu'il y a autant d'argent en politique : parce qu'on peut gagner autant d'argent *grâce* à la politique.

### ▪ **Vive la politique !**

Une personne peut entrer au gouvernement avec rien — elle ressortira avec une fortune. Dick Cheney, par exemple, a brassé beaucoup d'argent pendant toute sa carrière politique — à part un bref épisode au sein d'une entreprise de la défense, copinant avec le gouvernement. Il aurait à présent 80 millions de dollars. Ou Hillary Clinton. Elle n'a jamais tenu d'emploi dans l'économie productive. Pourtant, on dit qu'elle vaudrait 21 millions de dollars.

Les politiciens qui ont réussi obtiennent les meilleures places de parking... les plus beaux bureaux... et autres avantages et privilèges dont personne d'autre ne profite. Les politiciens s'épargnent aussi régulièrement les lois et les réglementations qu'ils appliquent aux autres.

En ce qui concerne les entreprises, le gouvernement entretient une relation compliquée avec elles. Chaque entreprise est une source de fonds. En plus de l'argent que les politiques obtiennent grâce à la taxation, aux confiscations et autres formes de prédation, ils reçoivent aussi des pots-de-vin sous diverses formes. Un politicien retraité, par exemple, peut envisager une carrière comme lobbyiste dans les secteurs qu'il a défendu pendant qu'il était en poste. Ou bien il peut gagner de l'argent en prononçant des discours ennuyeux devant des groupes industriels. Il peut choisir de faire un peu de consulting, également, ou hanter des conseils d'administration.

Les entreprises commencent généralement par être productives. Mais quasiment toutes ont des tendances zombies. Une fois qu'elles atteignent une certaine taille, elles reconnaissent que le meilleur investissement qu'elles puissent faire, c'est dans la politique. Elles embauchent des lobbyistes. Elles se lancent dans le capitalisme de copinage. En retour, le gouvernement met en place des réglementations visant à étouffer la concurrence.

Et les ménages ? Ils grognent et râlent... mais généralement, les masses adorent le gouvernement.



Les gens pensent que les entrepreneurs et hommes d'affaires ne sont que d'avidés profiteurs... alors que ceux qui gèrent le racket gouvernemental sont souvent considérés comme appartenant à la même catégorie que les saints, les stars de la télévision et les héros sportifs. Il suffit de regarder les statues dans n'importe quelle grande ville : où est la statue d'Henry Ford ? Où est le buste de marbre d'Alexander Fleming, qui a découvert la pénicilline ? Où est la colonne en l'honneur de Sam Walton, fondateur de Wal-Mart ?

Question politiciens et hommes d'Etat, en revanche... ce ne sont pas les monuments qui manquent !

## **Société sans cash : réponse à quelques objections**

09 juil 2015 | [Simone Wapler](#) | [La Chronique Agora](#)

Notre pétition "[Non à la société sans cash](#)" rencontre une adhésion générale. Nous avons tout de même reçu quelques critiques — dont celle-ci, qui est très argumentée ; il nous a donc semblé intéressant de répondre point par point aux objections soulevées par ce lecteur, que nous remercions de sa contribution.

En préambule, nous ne prétendons pas imposer un retour aux espèces, ni un retour à l'agriculture à la force animale, ni à l'âge de pierre. Tout le monde peut constater dans sa vie courante que la dématérialisation des espèces rend service ; en France, le *cash* représente pour l'instant moins de 5% des transactions en valeur.

*La criminalité existait déjà même avant l'invention de la monnaie*

Nous soutenons cependant que le *cash* est une option... parmi d'autres qu'il convient de préserver dans une société libre et démocratique.

Mais voici la réaction de M.G. et nos réponses.

*Non, je ne signerai pas une telle pétition tant j'appelle de mes voeux depuis de nombreuses années la disparition totale des espèces.*

*Il faut bien comprendre qu'à ce jour nous avons les moyens et aurions intérêt de nous passer de l'argent liquide.*

*Si nous y parvenions, un nombre considérable de maux de notre société trouverait enfin un début de solution, au nombre desquels :*

- *Eradication des dealers (je vois mal le trafic de drogue se faire payer en chèque ou en cartes)*

– L'histoire prouve pourtant que la criminalité est inhérente à toute société quelle que soit la forme de monnaie utilisée ; les trafiquants de drogue n'en sont qu'un aspect. La criminalité existait déjà même avant l'invention de la monnaie, à une

époque où les échanges étaient limités à de très petites communautés. Les dealers pourraient très bien recourir au paiement en nature sous forme de prostitution ou d'esclavage — ce qui ne constituerait pas une grande avancée sociale ou un début de solution, nous semble-t-il. Ils pourraient également utiliser des crypto-monnaies, des armes, des métaux rares ou précieux...

▪ *Très forte diminution des vols à l'arrachée, les petits délinquants cherchent d'abord et avant tout des espèces (enfin pouvoir voyager sans crainte de se faire détrousser).*

- Les petits délinquants se sont adaptés à l'évolution de notre société : ils savent très bien qu'ils récoltent de moins en moins d'espèces lors de leurs vols. Ils font leurs recettes avec les papiers d'identité, carte Vitale, cartes de débit.

*Les demandes de rançons ne se font qu'en espèces, difficile de les voir épouser cette évolution.*

– Les kidnappeurs se sont eux aussi bien adaptés à la vie moderne et ne se promènent plus avec des valises de *cash* depuis belle lurette. Ils préfèrent de beaucoup les sociétés écrans et les virements Swift.

▪ *Plus de hold-up.*

– Effectivement ce genre de criminalité se raréfie, de même que les attaques de diligence ou de convois postaux. En réalité, cette criminalité s'efface face à la criminalité en col blanc, plus efficace et plus lucrative : vol de données, usurpation d'identité, pyramide de Ponzi...

▪ *Très forte diminution de la fraude fiscale et sociale qui paralyse nos sociétés et finit toujours par faire payer les plus faibles.*

– La fraude fiscale et sociale n'est pas le fait de l'existence ou non du *cash*. Elle est le résultat d'une intolérance grandissante face à l'impôt.

*L'impôt consenti est le signe d'une démocratie saine*

Ceux qui souhaitent évoluer vers la société sans *cash* mettent évidemment en avant la fin de toute résistance possible à l'oppression fiscale. Mais l'impôt consenti est le signe d'une démocratie saine tandis que l'impôt subi et la

hausse de la fraude fiscale sont justement le symptôme que quelque chose cloche — le “ras-le-bol fiscal” évoqué par Michel Sapin. Le 15 octobre 2013, le quotidien *Le Monde* publiait un sondage sous le titre “Impôts : le désaveu des Français” ; on y découvre que 72% des personnes interrogées jugent le montant de l'impôt “excessif”.

Les pays où l'utilisation du *cash* est plus importante qu'en France, comme

l'Allemagne par exemple, ont une collecte fiscale largement aussi efficace que la nôtre. Plutôt que de supprimer une liberté fondamentale, ne vaudrait-il pas mieux supprimer le recours au déficit, restaurer le débat démocratique autour du bien-fondé de l'impôt et du coût réel de la politique sociale ?

▪ *Terminé les transferts douteux vers les paradis fiscaux.*

– Dans les nombreux paradis fiscaux, y compris européens (Jersey, Guernesey, Monaco, Campione, Luxembourg, Suisse...), je vous assure que vous ne voyez pas des gens déambuler avec des valises de *cash* et des liasses de billets dans leurs poches. A dire vrai, les paradis fiscaux sont plutôt des centres d'affaires avec des connexions Internet à haut débit.

▪ *Beaucoup plus compliqué les financements occultes de partis politiques*

– Je pense qu'il s'agit là d'une plaisanterie. M. Cahuzac avait monté des sociétés de conseil pour faire écran, Thomas Fabius prétend avoir gagné au Loto de quoi acheter un appartement parisien, Bygmalion avait mis dans sa poche des experts comptable. Ce genre de financements occultes s'appuie sur des réseaux complexes et des fausses factures. Pots-de-vin et corruption se passent très bien de *cash*. En revanche, administration pléthorique, élus professionnels, capitalisme de copinage favorisent les financements douteux qui se font sur le dos des contribuables.

▪ *Alors sauf à appartenir à ces catégories ou vouloir soutenir les mafias, j'aimerais assez entendre des arguments crédibles pour s'opposer à une telle mesure de salut publique.*

– J'espère que nos réponses sont convaincantes. Voyez-vous, les mafias utilisent les routes, l'éclairage public, les circuits d'assainissement d'eau, les médicaments... et on ne parle pas de les supprimer !

Par une privation supplémentaire de liberté, beaucoup prétendent résoudre les "maux de notre société" ou accéder à plus de sécurité.

▪ **Mais où met-on le curseur entre liberté et sécurité ?**

L'indice de liberté économique montre que les pays les plus libres sont aussi les plus prospères. Les Etats-Providence prétendent éradiquer les injustices et la pauvreté mais leur modèle, qui consiste à acheter une politique sociale à crédit, est en faillite comme le prouve la crise de la dette.

*Par une privation supplémentaire de liberté, beaucoup prétendent résoudre les "maux de notre société"*

*"Un peuple prêt à sacrifier un peu de liberté pour un peu de sécurité ne mérite ni l'une ni l'autre et finit par perdre les deux".*

Benjamin Franklin

La suppression du *cash* n'est qu'une tentative des Etats-Providence en faillite pour

se renflouer en pratiquant la “violence légale”. Supprimer le recours ultime au *cash* permettrait d'imposer des taux d'intérêt négatifs, de confisquer les dépôts, de taxer arbitrairement sans débat démocratique.

Etes-vous prêt à acheter une sécurité illusoire en aliénant votre droit le plus essentiel, le droit de propriété sur ce que vous avez légitimement acquis ?

## **« Ce n'est pas le peuple grec votre ennemi... mais la finance!!! »**

**Charles Sannat 9 juillet 2015**

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

J'ai écouté attentivement le Premier ministre grec Alexis Tsipras ce matin lors de son allocution devant le Parlement européen.

J'y ai entendu un dirigeant sûr de lui et de la politique menée dans l'intérêt de son peuple mais également des peuples européens.

Je suis effaré par certaines réactions de nos camarades lecteurs qui pensent vraiment que nous avons aidé les Grecs. Encore une fois, et Tsipras l'a d'ailleurs dit sous les applaudissements de certains euro-députés, nous n'avons pas versé d'argent aux Grecs, nous avons sauvé les banques commerciales en particulier allemandes (mais françaises aussi) en rachetant les dettes grecques détenues par ces établissements, pour un montant de plus de 300 milliards d'euros désormais transférés aux contribuables.

D'ailleurs, si je vous dis depuis plusieurs semaines que le coût pour la France serait d'environ 68 milliards d'euros, c'est un rapport de la Commission des finances qui affirme désormais (à la surprise générale n'est-ce pas) que le coût finalement pour la France d'un défaut grec serait vraisemblablement de 65 milliards d'euros. On y arrive, doucement mais sûrement et je peux vous annoncer que l'on finira à 100 milliards.

### **Ce n'est pas être communiste que de dire que les Grecs ne sont pas aidés...**

Cela peut vous plaire ou non, vous me traiterez encore de « communiste » mais encore une fois, ce sont les banques que votre pognon sert à sauver, pas les Grecs et ce que je décris là est la réalité.

### **Alors on me dit oui mais regardez la BCE, elle aide quand même les Grecs puisqu'elle finance les banques grecques...**

Mais mes chers amis, soyons sérieux. La Grèce est en train de connaître une

récession de 25 % de son PIB, toutes les banques grecques sont mortes. D'ailleurs depuis qu'elles sont fermées, pas une émeute, pas un affrontement, quant à cette photo où l'on voit un petit vieux pleurer devant la banque fermée, il ne pleure pas parce que le distributeur est fermé mais parce que dira-t-il...

« Je ne peux pas supporter de voir mon pays dans cette situation. L'Europe, comme la Grèce, a fait des erreurs. [...] C'est pour ça que j'étais abattu, plus que par mon problème personnel. »

### **Arrêtez de croire à la propagande « merkelienne ».**

Alors il est de bon ton de dépeindre Tsipras comme un affreux coco mais qui veut rester dans l'euro et dans l'Europe.

Un affreux coco qui accepte l'essentiel des plans d'austérité.

Un affreux coco qui accepte de tondre encore plus le peuple grec mais qui demande juste que l'on réponde à l'urgence humanitaire.

Lorsque je dis qu'il ne faut pas que les enfants grecs soient malnutris ou pas soignés... je reçois des mails pour me dire qu'ils n'avaient qu'à payer leurs impôts... Dont acte. Laissons mourir des enfants parce que des parents n'ont pas payé des impôts. Oui je suis effaré du cynisme et du manque de compassion, de l'absence de toute humanité alors que l'ennemi n'est pas le peuple grec mais la finance !

### **L'ennemi n'est pas le peuple grec mais la finance**

On désigne aux abrutis l'ennemi. Le peuple grec. Le vilain peuple grec, et l'horrible « coco » Tsipras (qui n'a rien nationalisé).

Pendant ce temps, les peuples se font asservir par les dettes.

L'austérité à laquelle vous croyez ne sert pas votre avenir. L'austérité sert à vous rendre solvable le plus longtemps possible pour vous saigner le plus longtemps possible également pour vous faire payer le service de la dette ! C'est de l'asservissement.

Nous, Français, sommes tout autant asservis par la dette que les Grecs, les Espagnols ou les Italiens.

La seule chose qui change c'est que l'on croit, on vous fait croire que pour vous, tout va bien...

Pourtant, à moins d'être aveugle, vous voyez bien que vos impôts augmentent et qu'en face le service rendu, lui, diminue. Moins de remboursement de médecins

ou de médicaments, moins de pensions de retraites, moins d'avantages, etc., etc.  
Pourquoi ?

Parce qu'il faut payer les intérêts aux banquiers... aux détenteurs de la dette !

### **Oui nous sommes tous coupables de notre endettement !**

Et c'est pour cela que je suis un ardent partisan de l'or. L'or ne ment pas justement et il évite les errements et les bêtises.

Nous sommes tout autant coupables que les Grecs et nous allons subir exactement les mêmes conséquences, celles d'une accumulation de dette et de la volonté collective, démagogique, populiste même de ne pas payer les impôts nécessaires à notre niveau de dépense.

La dette permet à tous les politiciens de nous broser dans le sens du poil aujourd'hui en reportant à demain le coût du brossage... Il est maintenant temps de passer à la caisse.

N'oubliez pas que cela ne concerne que les Grecs.

### **Demain aussi, vos noms viendront grossir la liste.**

Alors encore une fois, s'imaginer que les dettes seront payées relève du fantasme le plus crétin en terme économique et ceci est valable pour l'ensemble des pays, des USA au Japon en passant par la Grèce ou la France.

La seule façon de se sortir de cet endettement aliénant pour les peuples et pour la croissance c'est évidemment l'effacement. N'oubliez pas que lorsque votre dette coûte 3 % par an d'intérêts, ce qui est le cas pour la France, et que vous avez 100 % de dette sur PIB, si vous n'avez pas au moins 3 % de croissance, vous ne payez même pas le service de la dette... Dans le cas grec avec 3 % de coût mais 200 % de dette sur PIB, il leur faut au moins 6 % de croissance.

On vous vante la reprise espagnole de 3 % de croissance... basée sur 5 % de déficit budgétaire, ce qui revient à dire que pour 3 euros créés, les Espagnols en ont dépensé 5... On peut se taper sur le ventre de ces « brillants » résultats.

Alors oui, les dettes seront effacées, les pays feront faillite et l'épargne sera effacée... c'est une évidence. Vous pouvez hurler au communisme, ou à tout ce que vous voulez. Ces dettes, on ne peut plus les payer. On veut juste vous faire croire que ça va bien se passer... mais rien n'est plus vrai. Libérez-vous de la propagande économique.

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

## L'éventualité d'un Grexit divise le Parlement européen

Mon pronostic ? La Grèce va sortir sous la pression « amicale » allemande et le manque de courage de la France incapable de s'opposer à une Allemagne conquérante.

*Charles SANNAT*

## La Chine augmente le dépôt de garantie pour les contrats à terme sur l'indice CSI 500

Cela s'aggrave de jour en jour sur la marché boursier chinois.

Les autorités semblent vouloir maîtriser la glissade mais en fait il n'y a pas de maîtrise possible.

Soit on injecte de la monnaie et on crée des bulles financières de plus en plus grosses, et une bulle finit toujours par exploser, soit on laisse faire le marché et alors la bulle explose avant de devenir totalement monstrueuse car entretenue par les autorités monétaires et politiques.

En augmentant les dépôts de garanties, on limite effectivement la spéculation mais cela veut dire qu'il y a moins d'entrants sur le marché. **Ce genre de restrictions renforce les krachs !**

*Charles SANNAT*

## La banque centrale chinoise s'engage à soutenir la China Securities Finance Co. pour stabiliser le marché boursier

Krach en Chine... Bon, il faut dire qu'il s'ouvrait 4 ou 5 millions de comptes titres par semaine en Chine, ce qui a donné une bulle financière énorme ! En pleine explosion au moment où nous parlons. C'est encore trop tôt pour savoir quelles seront les conséquences macroéconomiques mais cela risque de piquer un peu.

**Le contexte économique général est désormais partout mauvais.**

*Charles SANNAT*

## Les marchés asiatiques chutent et le krach chinois se poursuit

Krach en cours ? Vraisemblablement, puisque la bourse chinoise perd plus de 30 % ces dernières semaines. Attention, la hausse sur un an était de 150 %, ce qui permet de relativiser tout de même la chute des cours.

« Mercredi matin, seules 83 valeurs progressaient pour 1 439 baisses. La décision de nombreuses sociétés de ne pas coter a ajouté à la panique », relevait *La Tribune*, qui ajoutait : « Plus de 500 firmes cotées en Chine ont annoncé la suspension de leur cotation, portant leur nombre à environ 1 300, soit près de la moitié des 2 800

valeurs « A » de la Chine. »

Ce qui est notable c'est que justement, pour que le marché ne baisse pas, il suffit de ne pas avoir de cotation... ce qui est le cas pour 1 300 titres qui ne sont plus cotés !

Dans ces conditions, je ne vois pas ce qui est crédible dans les indices qui nous sont donnés...

Tout cela est assez absurde quand on y réfléchit mais que voulez-vous, nous vivons dans un monde financier totalement délirant dans son fonctionnement sans que cela n'émeuve plus personne.

Vous assistez donc au premier krach sans cotation et sans titre échangé... Génial !!

**Charles SANNAT**

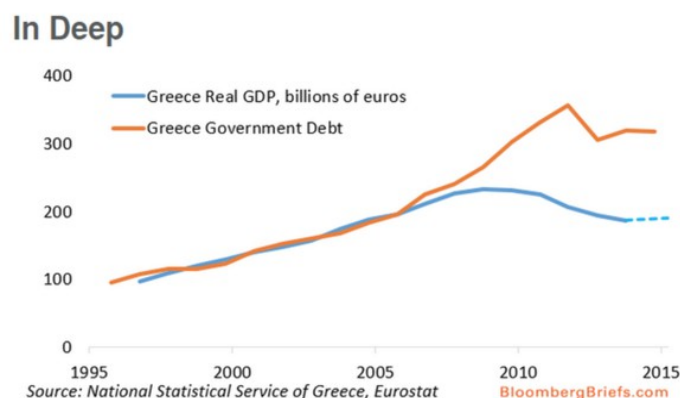
<http://www.boursorama.com/actualites/les-marches-asiatiques-chutent-et-le-krach-chinois-se-poursuit-e88dad4c3a144a152b9017876f023257>

## **Dette: ne sommes-nous pas tous des Grecs?**

**Par François Gilliéron, consultant indépendant/ Le Temps 6/7/15**

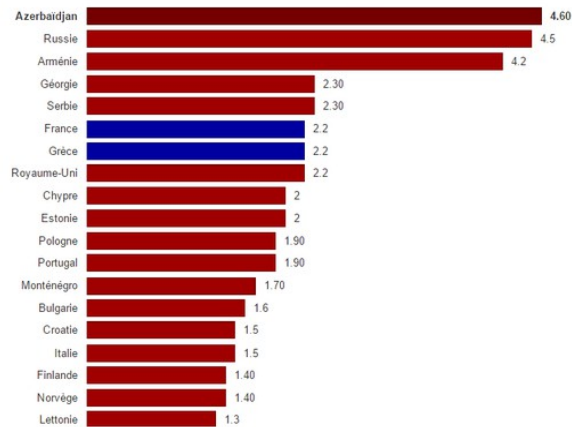
Beaucoup d'Européens ne se sentent pas directement concernés par la tragicomédie grecque. Et pourtant, ce qui se passe à Athènes nous interpelle à plusieurs titres.

Même si le parti d'Alexis Tsipras n'est pas destiné à garder longtemps le pouvoir, il aura osé la rupture, pour ne pas dire la discontinuité, en reprenant à sa manière le fameux discours de Sékou Touré en août 1958 à Conakry: «*Nous préférons la pauvreté dans la liberté à la richesse dans l'esclavage.*» Considérant les ressources naturelles – payables en monnaie forte – de la Guinée, cette option s'est avérée juste sur la durée. Pour les Grecs, c'était plutôt la richesse immédiate, aux frais de l'Europe. Inutile de dire que cette stratégie ne pouvait perdurer à long terme.





Dépenses militaires en % du PIB en Europe en 2014



D'ailleurs, le passage à la monnaie unique avait été décidé par une classe dirigeante ne pensant qu'à ses intérêts propres, paupérisant en passant tout un peuple et entraînant une perte dramatique de souveraineté pour le pays. On remarquera que d'autres petits Etats qui ont rejoint plus tard la zone euro (Slovénie, Slovaquie) n'ont pas connu de tels dérapages malgré un traitement moins favorable que leurs voisins hellènes.

Autre enseignement: dans nos sociétés tertiaires et informatisées, mieux vaut encore disposer de petites coupures pour assurer l'essentiel. Les queues sans fin à Athènes devant les distributeurs de billets en sont la meilleure preuve. Donc, les théoriciens de sociétés sans espèces sont plus totalitaires que pragmatiques. Et surtout, si l'on revient au titre de ces lignes, ne serait-il pas temps de cesser de se gargariser de mots? Car, à l'évidence, la propension occidentale à vivre de déficits depuis des décennies dépasse largement la légèreté hellène. Les quantitative easing à répétition de la Fed comme de la BCE relèvent de la même logique, mais cette fois au carré. La seule différence, et elle est de taille, demeure le fait de battre monnaie, élément essentiel de toute souveraineté et qui manque évidemment à la Grèce.

L'histoire tranchera pour savoir si l'Occident financier a basculé dans une irresponsabilité à une échelle encore plus large que les Grecs. Un indice, à ce propos: il y a encore dix ans, les marchés financiers voyaient la dette grecque – risque étatique – aussi bonne que celle des autres grands pays européens. Puis, un jour, l'impensable apparut. Les comptes de l'Etat étaient truqués. Ce fut le début de la descente aux enfers et surtout l'envolée des taux d'intérêt de la dette grecque sur les marchés obligataires.

A sa manière, l'Europe fait à peine mieux: pour un continent vivant à crédit où

l'on vit plus confortablement en bénéficiant de l'aide sociale qu'avec un petit revenu, cette problématique nous ramène sans détour aux méthodes d'Athènes.

## Les Européens mettent Tsipras au pied du mur : un accord ou le Grexit dimanche !! la fermeture des banques prolongée ...

Blog de la résistance et LesEchos.fr 08 juillet 2015



Avec le référendum, le premier ministre grec Alexis Tsipras a joué un coup de poker. Hier, les dirigeants de la zone euro ont doublé la mise, mettant pour la première fois sur la table la menace d'un Grexit. – Michel Euler/AP/SIPA

**Le dénouement de la tragédie Grecque semble proche , L'Europe se résout peu à peu au « Grexit » selon LE MONDE :**

*La Grèce est déjà un peu sortie de l'Europe. Elle a quitté le cœur de la plupart des Européens. Rares en effet sont les Etats qui manifestent une empathie sincère à l'égard du sort d'Athènes. Et ceux qui le font pensent davantage à leurs finances publiques ou à leur paysage politique qu'à l'intégrité de l'union monétaire.*

*Les Vingt-Huit, membres et non membres de la zone euro, se déchirent : d'un côté les furieux, de l'autre les anxieux. Les premiers, inflexibles, exigent d'Athènes qu'il paie pour ses fautes, son laxisme budgétaire et son clientélisme politique, au point de souhaiter sans remords un « Grexit », une sortie de la Grèce de l'euro.*

*Dans le camp de ces énervés, on trouve l'Allemagne, mais aussi la Finlande, les Pays-Bas, la Slovénie, la Slovaquie, la Bulgarie, la Pologne et les pays baltes. Les plus pauvres, comme la Slovaquie, enragent de payer pour un pays plus riche qu'eux. Ceux qui, hier, étaient derrière le rideau de fer et en restent traumatisés, comme les Polonais ou les Baltes, ne décolèrent pas de voir le premier ministre grec de la gauche radicale, Alexis Tsipras, flirter avec Vladimir Poutine.*

## **Mieux, Les Européens mettent carrément Tsipras au pied du mur , un accord ou le Grexit dimanche :**

**Avec le référendum, le premier ministre grec Alexis Tsipras a joué un coup de poker. Hier, les dirigeants de la zone euro ont doublé la mise.**

Avec le référendum, le Premier ministre grec Alexis Tsipras a joué un coup de poker. Mardi, [les dirigeants de la zone euro ont doublé la mise](#) , [mettant pour la première fois sur la table la menace d'un Grexit](#) . Ils lui donnent jusqu'à jeudi soir pour déposer une demande pour un troisième programme d'aide auprès du Mécanisme européen de stabilité (MES) accompagnée d'un plan complet de réformes à moyen terme, soit au moins deux ans. Si samedi, lors d'un nouvel eurogroupe, le programme présenté est jugé convaincant, les négociations s'engageront pour définir un programme « qui assure la stabilité du pays », a promis la chancelière allemande Angela Merkel. En revanche, s'il est jugé insuffisant, un sommet européen à 28 (y compris avec les non membres de la zone euro) se réunira dimanche et discutera alors de l'aide humanitaire à apporter à la Grèce, pour aider la population à résister à l'inévitable Grexit qui suivra.

### **Pas optimiste**

*« Je ne suis pas optimiste, mais je vous informe sur une procédure et la réunion de dimanche »*, a répondu Angela Merkel à une question sur la possibilité d'obtenir enfin un programme de réformes convaincants de la part de la Grèce. Interrogée sur ce qui serait convaincant, elle a souligné qu'il fallait un plan plus large et profond que les dernières propositions pourtant rejetées lors du référendum en Grèce. François Hollande, tout en assurant chercher avant tout le maintien de la Grèce dans la zone euro, a reconnu *« qu'il y avait une autre option : une sortie avec un programme d'accompagnement »*. *« La France est obligée d'envisager cette option »*, a-t-il ajouté.

### **Et à l'instant, on apprend que la fermeture des banques sera prolongée :**

La Grèce a adressé une demande de prêt au Mécanisme Européen de Stabilité qui sera examinée dimanche par les directeurs du Trésor. Les banques grecques restent fermées.

La Grèce et ses créanciers entrent dans la dernière ligne droite. Après [l'ultimatum fixé par l'Union Européenne](#) et le Fonds Monétaire International (FMI), le Premier ministre grec s'exprime devant le parlement européen. « Nous voulons trouver un compromis honorable pour éviter une rupture qui serait une rupture avec la tradition européenne, nous sommes tous conscients des enjeux et nous sommes prêts de notre côté à prendre nos responsabilités historiques », a-t-il dit devant un

hémicycle comble.

Il a annoncé qu'il ferait « dans les deux prochains jours » des propositions pour que la Grèce retrouve le chemin de la croissance.

Par ailleurs, le Mécisme Européen de Stabilité (MES) a annoncé avoir reçu une demande de prêt de trois ans de la part de la Grèce, pour un montant qui n'est pas encore spécifié. La Grèce s'engage en échange à réformer dès la semaine prochaine son système de retraites et sa fiscalité, écrit-elle dans cette lettre.

## Christian Noyer – Banque de France : “La Grèce risque le chaos”

BusinessBourse , Boursorama et AFP Le 08 juil 2015 à 14:46:52



Selon Christian Noyer, “après dimanche, il sera trop tard et les conséquences seront graves”.

Pour le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer, la réunion de dimanche entre la Grèce et ses créanciers marque “le dernier délai”. Un nouvel échec pourrait mener la Grèce au “chaos”.

La mise en garde du gouverneur de la Banque de France est forte, même alarmante : “l'économie grecque est au bord de la catastrophe, il faut absolument un accord dimanche prochain, c'est le dernier délai, après il sera trop tard et les conséquences seront graves”, a déclaré Christian Noyer, ce mercredi 8 juillet sur “Europe 1”. Le gouvernement est également membre du conseil des gouverneurs de la BCE qui maintient en vie les banques grecques. “Il peut y avoir des émeutes (...), un chaos dans le pays”, pointe-t-il.

**Faute d'accord, la BCE pourrait lâcher les banques grecques**, conduisant inévitablement à un effondrement du système bancaire et une banqueroute du pays, le propulsant hors de l'euro. “Dans la situation actuelle”, Christian Noyer ne voit pas par ailleurs comment les banques grecques pourraient rouvrir rapidement, jugeant “impossible” qu'elles fonctionnent normalement tant que la confiance ne sera pas revenue. “Il y aurait immédiatement une course aux guichets”, prévient-il.

L'argent ne circule plus en Grèce. Selon le gouverneur de la Banque de France, les liquidités injectées par Francfort sont soit parties "à l'étranger", soit "mises sous les matelas".

**Le Premier ministre grec Alexis Tsipras doit s'exprimer ce mercredi matin devant le Parlement européen à Strasbourg**, au lendemain de l'ultimatum que lui ont fixé ses partenaires de la zone euro pour proposer une liste de réformes concrètes et trouver un accord d'ici la fin de la semaine. Cette fameuse feuille de route était espérée mardi et devait être présentée lors d'une réunion des ministres des Finances, qui s'est tenue en amont du sommet. Mais le nouveau ministre grec, Euclide Tsakalotos, qui a remplacé le flamboyant Yanis Varoufakis, est venu sans document écrit, ce qui a provoqué un sentiment de "consternation" autour de la table, a relaté son homologue belge, Johan van Overtveldt.

**La Grèce a jusqu'à "jeudi au plus tard" pour présenter des réformes à ses créanciers, a affirmé mardi le président du Conseil européen, Donald Tusk, afin de permettre une reprise des négociations sur un plan d'aide financière.** Ensuite, un accord devra être trouvé d'ici dimanche, date d'un nouveau sommet des 28 chefs d'État et de gouvernement européens. "Nous ne pouvons exclure ce scénario noir (de la sortie de la Grèce de la zone euro), si nous n'avons pas d'accord d'ici dimanche", a encore déclaré Donald Tusk. "Je dois dire haut et fort que l'ultime délai expire cette semaine", a-t-il déclaré d'un air solennel, évoquant "la période la plus difficile de notre Histoire".

**Même Jean-Claude Juncker – qui a longtemps refusé de parler de "Grexit" – a avoué qu'il n'excluait plus "aucune hypothèse".** Les dirigeants européens ont même préparé "un scénario détaillé" de sortie de l'euro qui aura des conséquences sur les pays voisins, a concédé Jean-Claude Juncker. De son côté, Alexis Tsipras, s'est dit déterminé à "poursuivre l'effort" pour obtenir un accord avec les créanciers, "qui garantisse une sortie de crise" et "mette fin" à la perspective d'une sortie de route.

**Pour la chancelière allemande, Angela Merkel, la Grèce a "dans l'idéal" besoin d'un "programme d'aide sur plusieurs années, qui aille bien au-delà de ce que nous discutons il y a encore dix jours".** Une idée partagée par François Hollande : "Il faut un programme à deux ans qui donne de la visibilité", a renchéri le président, même si des solutions urgentes et à court terme seront nécessaires pour qu'Athènes puisse rembourser le 20 juillet la Banque centrale européenne, la dernière institution qui maintient en vie son économie par un goutte-à-goutte financier aux banques hellènes.

**Les coffres d'Athènes sont vides**, ou peu s'en faut, et le pays doit faire face dans

les prochains jours à différents remboursements, dont le plus important est celui à la BCE. Face à cette urgence, les réunions vont se multiplier d'ici la fin de la semaine, avec notamment un nouvel Eurogroupe prévu samedi, ont indiqué plusieurs responsables.

Source : [Boursorama avec AFP](#)

## [Grexit : les USA mettent les pieds dans le plat d'Angela Merkel](#)

par [Le Yéti](#) - [Brèves de Yéti](#) 8 juillet 2015



Alors qu'on se dirige tout droit vers ce qui était prévisible depuis le début — un Grexit contraint et forcé (à défaut d'avoir été négocié) — le gouvernement américain vient soudain de s'alarmer d'une situation qui risque de s'avérer désastreuse tant au plan financier que géopolitique.

Comportement amateur ! s'est exclamé Jack Lew, l'actuel secrétaire au Trésor américain, à propos des négociations chaotiques entre la zone euro (allemande) et la Grèce. Pour une peccadille de quelques milliards de dollars, on risque d'en faire perdre des centaines (de milliards) à toutes les économies occidentales, y compris américaines, a-t-il poursuivi lors d'une intervention à la Brookings Institution de Washington.

Pire, un Grexit contraint et forcé (à défaut d'être négocié) précipiterait la Grèce dans les bras des BRICS et ferait perdre à l'Otan un avant-poste crucial sur son flanc sud face à l'infâme Poutine.

## Une “coupe de cheveu” décoiffante

Ne croyant plus qu'Alexis Tsipras puisse céder aux exigences butées d'Angela Merkel ce que ses propres concitoyens ont refusé à une majorité écrasante par référendum, Jack Lew en appelle d'urgence à une décote de la dette grecque de 317 milliards... comme demandé par le gouvernement grec ! Plus humiliant pour Angela Merkel, tu meurs.

Pour bien enfoncer le clou, Jack Lew fait donner le clairon du FMI (dont on rappellera que le siège est opportunément à Washington). Retournant son jupon sans pudeur, Christine Lagarde, inflexible créancière avant le défaut grec du 30 juin, en appelle désormais elle aussi à une “coupe de cheveu” décoiffante dans la dette grecque.

Reste à savoir ce que sera la réaction d'Angela Merkel, déjà humiliée par le résultat du référendum grec, face aux très pragmatiques exigences américaines.

Dans un entretien ébouriffant avec Yanis Varoufakis, le philosophe John Elster note combien les émotions héritées de notre histoire peuvent affecter la rationalité des comportements humains. Or, depuis le début de ces “négociations”, toute la conduite des dirigeants européens, sous manifeste emprise allemande, relève d'une irrationalité idéologique suicidaire, bien éloignée du pragmatisme américain.

En bref, de la baston dans l'air dans le camp occidental. Et sur son nuage de ministre retraité, Yanis Varoufakis peut s'étrangler de rire.

## Grèce, Argentine... même combat !

8 juillet 2015 | Yannick Collet | La Quotidienne d'Agora

La situation actuelle de la Grèce ne m'a pas particulièrement surpris, de même que la grande majorité des lecteurs des publications Agora n'a été surpris.

En juin 2012, dans ce qui est aujourd'hui La lettre PEA, je faisais un parallèle entre la situation grecque et celle de l'Argentine à la fin du XXe siècle.

Ce papier reste d'une telle actualité que je vous le propose aujourd'hui en l'état d'origine, en mettant à jour quelques points.

**Voilà maintenant plus de deux ans que j'écris ou dis que la seule solution possible pour la Grèce et pour la survie de la Zone euro est de faire sortir ce pays de l'Union monétaire.**

En retrouvant une monnaie dont elle aura la maîtrise, et après une inévitable dévaluation, la Grèce nous offrira son soleil et ses plages à des prix attractifs, sans rapport avec les prix actuels.

Le secteur tertiaire grec représente à lui seul 71% du PNB, le tourisme en

représentant 15%. Ce n'est pas l'huile d'olive (agriculture : 7% du PNB) ou l'industrie (22% du PNB – *aujourd'hui plus que 7%*) qui sortiront la Grèce de cette situation catastrophique même en recouvrant une certaine compétitivité par rapport aux autres pays européens.

**Il n'existe aucun exemple d'un pays endetté au-delà de la racine des cheveux qui s'en soit sorti sans dévaluer sa monnaie.** Le problème grec est simple : le pays a perdu sa souveraineté et ne peut plus agir sur le levier monétaire. J'entends souvent argumenter qu'une dévaluation serait catastrophique pour les débiteurs qui se sont endettés en euro et qui rembourseraient dès lors en monnaie nationale. La crise argentine apporte beaucoup de réponse à ces arguments.

### **Quand l'Argentine faisait faillite**

L'Argentine de la fin des années 90 était dans une situation très semblable à celle de la Grèce :

- une monnaie, le peso **(1)**, dont elle n'avait plus la maîtrise depuis son arrimage au dollar américain **(2)** ;
- un endettement massif de l'Etat central, résultat d'années de laxisme politique et de l'effondrement des recettes fiscales ;
- un endettement important des ménages et des entreprises en dollar américain à des taux faibles et sans rapport avec la réalité économique du pays ;
- une corruption généralisée et une évasion fiscale institutionnalisée complètent le tableau à merveille ;
- enfin si Clearstream a été suspecté d'avoir joué un rôle dans l'évaporation suspecte des financements du Fonds monétaire international octroyés à l'Argentine, Goldman Sachs a clairement aidé les gouvernements grecs successifs à développer une "comptabilité créative" aux seules fins de masquer la réalité de la situation financière hellénique.

**Il ne s'agit pas de retracer ici dans le détail le déroulement de la crise argentine mais de montrer le parallèle saisissant qui existe entre cette situation et celle que vit la Grèce aujourd'hui.**

Après 10 années d'arrimage du peso au dollar américain l'économie argentine est mise à genou par les conséquences concomitantes de l'appréciation du dollar et de la dépréciation du real brésilien.

Les mesures de rigueur demandées par le FMI plonge le pays dans une récession encore plus profonde. Après l'échec de la recherche d'une solution politique le Fonds suspend son financement initiant un mouvement de panique des épargnants



qui se précipitent pour récupérer leurs économies en dollars, le peso étant toujours convertible au taux de 1 pour 1.

Cette panique pousse le gouvernement à prendre des **mesures de limitation des retraits et de gel des dépôts** transformant la panique des épargnants en colère voire en quasi-guerre civile.

Fin 2001 **l'Argentine fait défaut sur 75% de sa dette souveraine**. Elle sera renégociée à 30% de sa valeur nominale initiale et rééchelonnée en 2005.

Début 2002, après un peu plus de 10 années d'arrimage au dollar, **le peso est dévalué de 40%** puis s'effondre dès qu'il devient flottant entraînant une flambée inflationniste. Le coup de grâce est donné par la décision imposant la convertibilité en pesos de tous les avoirs détenus en dollar. Le manque de liquidités et le dérapage des prix font la part belle au troc et aux monnaies de substitution.

Après ce traitement de choc, l'économie argentine connaît un **retour progressif à la stabilité** grâce notamment à une compétitivité retrouvée du fait de la dévaluation de sa monnaie et de la dégradation importante du pouvoir d'achat des consommateurs qui pèse favorablement sur la balance commerciale en freinant les importations.

### **La Grèce, nouvelle Argentine ?**

Vous avez sans doute retrouvé dans ce rapide historique les grandes étapes que la Grèce a d'ores et déjà traversées. La Grèce est dans une situation assez semblable à celle de l'Argentine. L'exemple argentin démontre qu'aucune éventualité ne peut être écartée. La décision du gouvernement argentin d'imposer la convertibilité des dépôts, après en avoir limité l'accès, pourrait parfaitement être reproduite par le gouvernement grec.

Les débiteurs grecs endettés en euro, à l'instar des argentins ayant emprunté en dollar, ont au-dessus de leur tête la même épée de Damoclès qui s'est abattue sur les Argentins. Les 72 milliards d'euros (officiellement) qui ont fui la Grèce ces deux dernières années (900 millions pour la seule journée du 14 mai 2012) montrent que les acteurs économiques anticipent d'ores et déjà un scénario identique à celui de l'Argentine.

**Le système bancaire grec est aujourd'hui un cadavre qui marche par le miracle de quelques ficelles manoeuvrées à distance comme dans les théâtres de guignol.** La dernière manipulation de recapitalisation des banques grecques est une petite merveille du genre. A cette heure Bernard Madoff doit être tordu de rire au fond de sa prison.

Après avoir épuisé toutes les garanties de qualité acceptable qu'elles pouvaient

apportées à la BCE pour obtenir de la liquidité, les banques grecques se sont tournées vers la banque centrale de Grèce pour être financées en échange de garantie de qualité douteuse (3). Après avoir épuisé aussi cette source nos dirigeants européens — choisis sur le seul critère d'une imagination fertile — ont fait émettre, au profit des banques grecques, 18 milliards d'euros d'obligations par le Fonds européen de stabilité financière (FESF). Personne n'ignore aujourd'hui que le FESF est lui-même financé et garanti par les membres endettés de la Zone euro. Avec ces 18 milliards d'obligations, les banques grecques peuvent maintenant se représenter pour obtenir des liquidités au guichet de la BCE comme si de rien n'était... jusqu'à la prochaine fois.

**Toutes ces manipulations ne font que retarder l'instant inévitable de la sortie de la Grèce.**

**NOTES :**

(1) Le peso devient une xéno-monnaie

(2) Par la mise en place d'une caisse d'émission monétaire

(3) Il s'agit du programme de soutien exceptionnel à la liquidité bancaire ou ELA pour *emergency liquidity assistance*

- See more at: <http://quotidienne-agera.fr/2015/07/08/grece-argentine-monnaie/#sthash.JCJsm815.m0rxBGmo.dpuf>

## **Sabre de bois...**

**Patrick Reymond 8 juillet 2015**

L'armée US va donc supprimer 40 000 postes supplémentaires, en deux ans. On taille donc, dans le muscle, et on épargne la graisse, notamment celle, inutile, du F35.

Ledit F35 n'est d'ailleurs, après essai, pas capable de rivaliser avec le F16, vieux de 40 ans. 17 000 postes civils, vont aussi être rayés des cadres.

Comme beaucoup de tâches étaient sous-traitées, c'est sans doute encore pire. L'empire américain s'efface donc, et il ne restera bientôt que les officines ruineuses, aux budgets gourmands, pour répandre la bonne parole US, mais il faut noter que ce saupoudrage de réduction, ne pose pas le vrai problème.

Le problème, c'est que ce sont des programmes entiers qui devraient être supprimés, faute de viabilité, c'est vrai pour le F35, mais aussi pour la question de l'US navy. A quoi sert une flotte qui serait détruite en un clin d'oeil en cas de conflit ? Et ce sont des amiraux américains qui le disent, et encore, si elle se contentait de rester au port.

Il serait nécessaire d'en tirer la conclusion logique. Un truc inutile, ça doit être supprimé. L'US Navy est taillée pour la guerre du pacifique. Elle a fini en 1945...

Il est bien plus simple pour ses concurrents russes et chinois de mettre en oeuvre des moyens de destruction de ces navires. Cela coûte beaucoup moins cher.

D'ailleurs, la Russie va recommencer à produire [le tueur de sous marin](#), un hélicoptère qui d'après eux aurait déjà détruit un sous marin qui avait eu l'intention déplacée de se mouvoir dans les eaux territoriales soviétiques.

Efficacité de la mesure : pour le prix d'un navire, les russes auront 100 hélicoptères tueurs de sous marins... Il n'en faut pas cent pour tuer un navire...

Les USA n'ont pas les cojones nécessaires pour le jubilé de la dette, qui seule, leur permettrait de rebâtir, leur puissance, et leur armée. De plus, il est nécessaire de sortir la tronçonneuse pour élaguer le pentagone de toutes ses nombreuses excroissances inutiles. Arrivé à ce point de gabegie, il n'y a plus à réfléchir, mais à tout jeter...

## **Finances publiques : 3 subterfuges scandaleux**

**Par Patrick Aulnas. Publié le 9 juillet 2015 , Contrepoints**

Quels sont ces trois somnifères administrés à la nation pour qu'elle perde toute lucidité économique ?

**Par Patrick Aulnas.**

Nos finances publiques sont gérées de la manière la plus extravagante qui soit. Cette affirmation rencontrera certainement l'adhésion de tous ceux qui s'offusquent lorsqu'ils comparent la gestion de leur propre patrimoine et celle des collectivités publiques. Il y a probablement deux raisons essentielles à cette gabegie publique permanente : la politique et l'absence de normes financières encadrant les décideurs. La politique suppose la conquête du pouvoir. Tous les moyens sont bons pour y parvenir, mais dans une démocratie, la violence est proscrite. Il reste le mensonge conduisant financièrement à des promesses coûteuses et à l'accumulation de dettes. L'encadrement des décideurs (assemblées diverses, exécutifs préparant les budgets) devrait être strict et juridiquement sanctionné par l'annulation, par une instance juridictionnelle indépendante, de tout budget ne respectant pas les normes financières. Mais il faudrait d'abord élaborer de telles normes. Or, on a vu, avec l'épisode de la « règle d'or », à quel point la classe politique se braque lorsqu'il est question d'encadrer légèrement le pouvoir qu'elle s'arroge de disposer de la « richesse des nations ». Ne pas lui laisser la

liberté de promettre n'importe quelle dépense, c'est limiter drastiquement son pouvoir de nuisance, mais c'est aussi lui enlever son principal atout depuis la nuit des temps : la démagogie.

Nous nous dirigerons donc, à plus ou moins long terme, vers les vieilles recettes qui ont fait leur preuve sur le plan politique parce qu'elles permettent de tromper la population sur la réalité de la situation en lui prescrivant différents somnifères. Il y a trois somnifères : l'inflation, la dévaluation, la spoliation. L'effet sur le pays est garanti et c'est le déclin.

## **1. L'inflation**

Ils ne le disent pas, mais tous le pensent. Une inflation élevée permettrait de déprécier fortement la dette publique et de la rembourser en monnaie de singe. Tous les « petits » candidats à l'élection présidentielle 2012 (y compris Marine Le Pen) avaient souhaité la monétisation de la dette publique. Sous ce terme technique se cache une réalité toute simple qui ferait frémir la plupart des électeurs s'ils comprenaient vraiment de quoi il s'agit : lorsque l'État a un déficit budgétaire, il doit emprunter pour financer les dépenses votées.

Depuis l'adoption du Traité de Maastricht, les banques centrales de l'Union européenne ont une mission première, celle de lutter contre l'inflation. Il en résulte qu'elles ne peuvent pas prêter aux États en créant de la monnaie ex nihilo comme elles le faisaient par le passé. La vieille pratique de la « planche à billets » est désormais proscrite. Les États doivent emprunter sur les marchés financiers, comme toute entreprise. Les adeptes de la monétisation de la dette publique souhaitent retrouver l'irresponsabilité d'antan : l'État français emprunte auprès de la Banque de France qui crée de la monnaie sur demande de la classe politique afin de financer la gabegie des dépenses publiques. Il en résulte une poussée d'inflation qui réduit l'endettement par dépréciation. La population n'y comprend rien et nos irresponsables peuvent continuer à sévir en laissant planer l'illusion de leur magistrale habileté financière.

La politique de quantitative easing de la Banque centrale européenne n'est qu'une version modernisée et techniquement plus complexe de création monétaire. Personne ne sait aujourd'hui où elle nous conduit. Mais tous les subterfuges techniques visant à colmater le gouffre béant du laxisme financier public ne sont que des expédients d'une extrême fragilité.

Il est évident que le financement de la dette publique par les marchés financiers présente de graves inconvénients pour un politique, il ne peut plus faire de politique, c'est-à-dire parader sur la scène médiatique pour énoncer des platitudes et des approximations visant à tromper l'électorat. Ces inconvénients représentent

pour tout gestionnaire sérieux autant d'avantages.

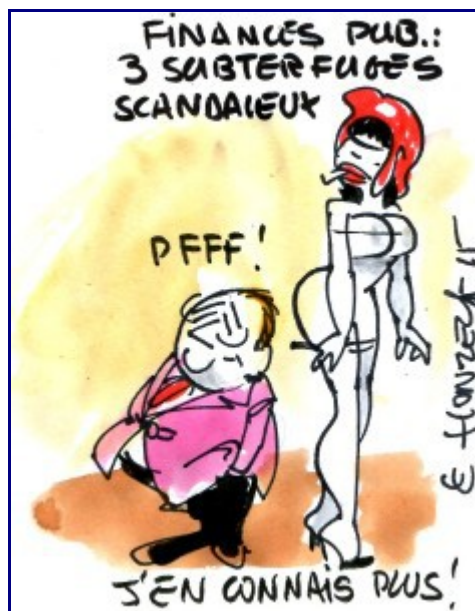
— Premier avantage : l'État est soumis à la concurrence et si sa gestion est mauvaise, il devra emprunter à des taux plus élevés. Il ne doit donc pas s'endetter exagérément pour conserver la confiance des marchés.

— Deuxième avantage : la dette publique n'est pas génératrice d'inflation car la création monétaire s'adapte aux besoins de l'économie par la loi de l'offre et de la demande.

— Troisième avantage : les dirigeants politiques ne peuvent plus faire prévaloir leurs intérêts partisans, qui relèvent toujours de la démagogie, puisqu'ils sont soumis à la surveillance du marché.

Si le traité de Maastricht avait été appliqué (déficit public maximum de 3% du PIB, dette publique maximum de 60% du PIB), nous n'aurions aucune crise européenne. Mais contrairement aux affirmations des leaders politiques qui se plaignent de la dictature des marchés, c'est leur dictature à eux qui a malheureusement prévalu. Le traité a été violé par tous les gouvernements et les plus vertueux payent aujourd'hui pour les plus laxistes. La Grèce met ainsi en demeure ses partenaires européens de lui prêter afin qu'elle puisse les rembourser ! Personne ne semble même plus trouver la chose anormale. Quant aux marchés, ils ne font que réagir techniquement et tout à fait normalement : des pays mal gérés et surendettés sont de mauvais débiteurs auxquels on ne prête qu'à des conditions drastiques.

## 2. La dévaluation



Une minorité active de la classe politique, en particulier le Front national, prône

aujourd'hui la « sortie de l'euro », c'est-à-dire, dans l'esprit du grand public, le retour au bon vieux franc. Peu importe ici que l'on revienne effectivement ou non à l'ancienne monnaie française si une telle hypothèse se réalise. Pour beaucoup d'électeurs peu avertis des problèmes économiques, surtout parmi les personnes d'un certain âge, le retour au franc a tous les attraits de la nostalgie. Renouer avec la vieille monnaie, c'est retrouver sa jeunesse, avoir moins d'inflation (ce qui est faux) et ne plus dépendre de la technocratie bruxelloise (ce qui est également faux, ce sont les Conseils des Ministres et le Parlement qui prennent les décisions et non la Commission européenne). Mais pour les leaders proposant ce retour au franc, il s'agit de tout autre chose. De quoi ? Avec une monnaie unique européenne, les ajustements économiques pour un pays en difficulté doivent se faire sur la réalité économique c'est-à-dire hausse des prix, baisse des salaires et des chiffres d'affaires par exemple. La population en prend immédiatement conscience et attribue la cause de ses malheurs à la gouvernance politique, même si celle-ci n'en est bien souvent pas l'unique responsable. Le fonctionnement d'une économie ne se résume pas, loin s'en faut, à la politique économique.

L'objectif des laudateurs du retour au franc est donc d'éviter ce cruel inconvénient. Comment ? Par la dévaluation de la monnaie ou par sa dépréciation sur le marché des changes. La dévaluation suppose que les monnaies soient liées entre elles par un mécanisme institutionnalisé : parité fixes ou marges de fluctuation autorisées. Si l'économie d'un pays donné s'affaiblit, on dévalue sa monnaie par une décision des autorités compétentes. Ainsi, au début des années 80, à la suite de la politique suicidaire de la gauche, le franc français a subi trois dévaluations. La dépréciation d'une monnaie intervient en système de changes flottants. Les parités sont déterminées par le marché des changes, c'est-à-dire principalement en fonction de l'offre et de la demande d'une monnaie donnée. Ainsi, la crise de l'euro a fait baisser sensiblement le cours de l'euro par rapport au dollar. Dans les deux cas, l'effet est le même : la monnaie considérée adopte une valeur relative inférieure par rapport aux autres devises.

Cela signifie évidemment, à l'échelle internationale, que les salaires, les chiffres d'affaires, les bénéfices, le patrimoine des habitants du pays considéré perdent de leur valeur. Lorsqu'on dévaluait le franc tout en réévaluant le mark, on constatait que l'heure de travail d'un français valait moins que celle d'un allemand, que la maison d'un français perdait de la valeur par rapport à celle d'un allemand, etc. En agissant sur le symbole monétaire, on prenait acte du différentiel de compétitivité entre deux économies en réajustant toutes les valeurs. L'énorme avantage pour les dirigeants politiques réside dans la stabilité des valeurs nominales, celles que perçoit le grand public. Les salaires, les chiffres d'affaires, etc., ne changent pas en

valeur nominale et il faut voyager à l'étranger, en Allemagne dans notre exemple, pour s'apercevoir que tout est désormais considérablement plus cher pour un consommateur français.

Pendant des décennies, à une époque où les voyages à l'étranger ne concernaient qu'une petite minorité, les dirigeants politiques ont pu ainsi tromper la population de leur pays sur sa situation économique réelle par rapport au reste du monde. Il ne faut pas s'étonner que François Mitterrand ait plongé avec délectation dans des dévaluations successives : sa culture économique avait été entièrement configurée autour de ces expédients sous la IV<sup>e</sup> République.

Les adeptes de la sortie de l'euro, dans les milieux dirigeants de la politique, sont en réalité des nostalgiques d'une époque où l'on pouvait allégrement aligner des performances économiques très faibles et endormir la population par des dévaluations. Les dirigeants n'étaient jamais jugés sur leurs performances de gestion. Une petite habileté financière suffisait pour occulter leur échec économique. C'est à ce monde révolu que rêvent tous ceux qui prônent la sortie de l'euro. Bien entendu, nous sommes aujourd'hui entrés dans un monde globalisé où les interdépendances sont telles que la réalité économique ne peut être masquée. Certains n'ont évidemment rien compris à tout cela, mais d'autres sont assez cyniques pour jouer sur la nostalgie populaire et en retirer quelques voix supplémentaires.

### **3. La spoliation**

Début 2015, la dette publique française a dépassé les 2000 milliards d'euros et représente 95% du PIB. Des économistes et des hommes politiques commencent à regarder du côté du patrimoine privé des ménages français qui représente globalement un montant supérieur à 10 000 milliards d'euros. Sa répartition est fournie [par le tableau suivant](#) :

LE PATRIMOINE DES MÉNAGES FIN 2012		
	EN MDC	EVOLUTION SUR UN AN
Actifs non financiers	7.697	-0,3%
-dont immobilier	7.175	-0,2%
Actifs financiers	4.242	+5,3%
-dont dépôts	1.274	+4,7%
-dont actions et OPCVM	1.011	+10,9%
-dont assurance-vie	1.476	+3,1%
Passifs financiers	1.395	+1,9%
Patrimoine net	10.544	+1,6%

Source : Insee et Banque de France

48% de ce patrimoine est détenu par les 10% de ménages les plus riches. On peut voir là une injustice, mais les chiffres sont comparables dans les autres pays développés. Aux États-Unis, les 10% les plus riches détiennent plus de 60% du patrimoine. Autrement dit, la concentration des patrimoines est plus accentuée que celle des revenus. Il va de soi que les dirigeants politiques chercheront à puiser dans cette masse financière pour éponger progressivement la dette publique. Deux grandes orientations sont envisageables : augmenter les impôts sur le patrimoine, entraver la constitution du patrimoine en confisquant les revenus les plus élevés. Elles ne sont pas exclusives l'une de l'autre.

Les impôts sur le patrimoine ont déjà commencé à augmenter fortement en France, contrairement aux affirmations lourdement erronées de la plupart des hommes politiques de gauche. Les chiffres suivants sont extraits des tableaux-clés de [l'économie fournis par l'OCDE](#) :

Impôts sur le patrimoine en % du PIB						
Années	France	Etats-Unis	Allemagne	Italie	Espagne	Royaume-Uni
2003	3,1	3,1	0,8	2,7	2,5	4,1
2010	3,6	3,2	0,8	2,7	1,9	4,2

La France se situe parmi les pays qui taxent le plus fortement le patrimoine, mais elle est aussi le pays où l'augmentation a été la plus forte au début du 21<sup>e</sup> siècle. Il est également possible d'entraver la constitution des patrimoines en confisquant tout revenu supérieur à un certain montant. Les propositions de ce type font florès à gauche pendant les campagnes électorales car la haine des riches est beaucoup plus porteuse que la soif de justice. Les hommes politiques ont compris depuis



longtemps que l'égoïsme est plus puissant que l'altruisme, du moins plus répandu chez les humains. Ainsi François Hollande proposait-t-il en 2012 d'instaurer un taux marginal d'impôt sur le revenu de 75% à partir d'un revenu annuel de 1 million d'euros. Jean-Luc Mélenchon proposait une imposition à 100% (« Je prends tout ») à partir d'un revenu annuel de 360 000 €. Ces propositions relevaient évidemment de la pure démagogie et François Hollande n'a pas vraiment appliqué la sienne. Elles sont approuvées par une grande majorité de la population pour des raisons émotives : dans une vie entière de travail, un smicard sera loin du million d'euros que certains obtiennent en moins d'un an. Mais comme les heureux élus sont rares, de telles mesures ne rapportent presque rien au fisc. Les 75% de François Hollande concernent 15 000 à 20 000 foyers fiscaux (sur 36 millions) et auraient rapporté environ 200 millions d'euros au fisc. Une misère ! Mais le rendement se calcule en nombre de voix.

Il ne fait cependant aucun doute qu'en cas de crise financière très grave l'État cherchera des ressources dans les 10 000 milliards du patrimoine des ménages. Les marchés financiers prêtent d'ailleurs encore à un État français surendetté, et qui continue allègrement à creuser notre tombe, que du fait de leur analyse relativiste. La France est jugée solide par rapport à d'autres pays pour deux raisons : l'administration fiscale est efficiente (et de plus en plus inquisitoriale) et les ménages français peuvent rembourser la dette de l'État qui représente à peine un cinquième de leur patrimoine.

Utiliser l'inflation, la dépréciation monétaire ou la spoliation comme substitut d'une stratégie économique, c'est penser médiocrement et agir petitement. C'est l'exact opposé de l'espoir qu'il faut insuffler aux peuples pour qu'ils regardent vers l'avenir. Si l'on nous parlait d'innovation, de création, de développement, de projets, de liberté, nous pourrions encore nous impliquer et croire en notre destin. Rien de tout cela : il faut empêcher les riches de l'être trop, rembourser ses dettes en monnaie dépréciée et rêver d'une monnaie faible qui masquerait nos échecs. Nos dirigeants nous proposent ainsi de prendre acte de notre incapacité à affronter le monde du 21<sup>e</sup> siècle. Ils se trompent sur un point : il s'agit de leur incapacité, pas de la nôtre.

## **Après le « Grexit » qui se prépare, on pourrait passer au « Brexit » et surtout au « Francexit »**

Jean-Jacques Netter Institut des Libertés 8 juillet 2015

**Dans le feuillet grec toutes les prévisions des sondages se sont révélées**

**fausses.** Le pays est désormais aux avant-postes du déclin occidental. Il porte une dette de 320Md€, soit 180% de son PIB qui a servi à payer des dépenses courantes et non pas des investissements (en dehors des Jeux Olympiques !). Le poids de la fonction publique, un régime de retraite parmi les plus généreux du monde (un tiers du pays part à la retraite à 55 ans, les présentateurs de télévision partent eux à 50 ans, 20 000 morts qui continuent à percevoir leur retraite), une fraude fiscale endémique (les armateurs ne payent pas un centime d'impôts car c'est inscrit dans la constitution) et une corruption généralisée empêchent, par manque de courage de son personnel politique, ce pays de revenir dans les clous d'une gestion normale. Aujourd'hui, Alexis Tsipras est en défaut vis-à-vis de ses créanciers extérieurs, mais aussi vis-à-vis des salariés de la fonction publique et des retraités grecs. A sa légitimité démocratique acquise après le référendum, les gouvernements des pays de la zone euro opposent le principe de continuité de l'Etat. Il en va de la crédibilité du projet européen.

### **La crise grecque révèle que les institutions européennes ne sont pas bonnes.**

Elles ont été incapables de trouver une réponse adaptée aux maux causés par un système qui ne fonctionne plus. Chaque fois que l'on a aidé la Grèce, les mesures ont été inefficaces pour aider ceux qui étaient parmi les plus pauvres.

Si on ne les fait évoluer rapidement ces institutions, la Grande Bretagne quittera l'Europe et il y aura d'autres Grèce (les pays de l'Europe du sud et probablement la France avec un « Francexit »). Le non grec au référendum est l'opportunité de remettre sur les rails une Europe plus resserrée qui la renforcerait.

**C'est d'autant plus urgent, que l'antigermanisme** fait de nouveau entendre sa petite musique. La crise grecque serait uniquement la conséquence des exigences de rigueur budgétaire imposées par la Chancelière Angela Merkel. Ce qui est totalement inexact quand on regarde les plans d'aide de l'Europe accordés à Athènes depuis 2010. Le problème qu'il faut traiter est que la « ménagère souabe », comme la surnomme les allemands, ne supporte pas que d'autres s'exonèrent des sacrifices qu'elle a consenti pour son pays....

Ce qui est en jeu c'est la possibilité pour les partis extrémistes de gauche et de droite en Europe de faire des fausses promesses dans des programmes populistes tout en rendant l'Europe et l'Euro responsables de leurs propres difficultés.

**L'Europe ne peut pas fermer la porte à Platon,** comme on le disait au moment

de l'entrée de la Grèce dans ce qui s'appelait alors la Communauté Economique Européenne. Il faudrait que le gouvernement grec comprenne vite que la diminution des dépenses publiques, baptisée par le mot impropre d'austérité, va de pair avec les réformes. Ce sont les deux facettes de toute politique de redressement

## **François Hollande prépare sa campagne électorale de 2017**

**François Hollande nous a encore expliqué cette semaine** que l'économie française était « robuste » alors que la France est le pays qui est confronté à une avalanche de chiffres inquiétants : la dette publique s'envole, les dépenses continuent d'augmenter. Le Pôle Emploi est inefficace selon la Cour des Comptes. Il suit très mal les chômeurs et la fusion ANPE-Assedic n'a pas produit les effets escomptés.

Au lieu d'avoir le courage de prendre les décisions pour redresser son pays, il est entré d'ores et déjà en campagne électorale en faisant du clientélisme. Voilà quatre exemples particulièrement illustratifs de cette stratégie.

**1/ Les fonctionnaires auront droit à des hausses de traitement** en 2017 et François Hollande ne touchera pas à l'âge de leur départ à la retraite (60 ans et six mois en moyenne dont 52 ou 57 ans pour la SNCF et la RATP contre 62 ans dans le privé). Ils conserveront également leur mode de calcul évalué sur les six derniers mois de traitement contre les 25 meilleures années dans le privé.

**2/Les niches fiscales sont toujours au nombre de 453** représentant 82 Md€ de réductions d'impôts. Pourtant François Hollande avait promis d'en supprimer pour faire des économies...

**3/Les 4000 aiguilleurs du ciel garderont leurs primes.** Elles seront exclues de la réforme du régime des primes des fonctionnaires. Partant en retraite à 57 ans ils n'ont pas encore accepté de partir à 59 ans ! L'Etat continue d'accepter que les français soient régulièrement pris en otage par un tout petit nombre de privilégiés. Rappelons que Ronald Reagan, président des Etats Unis en août 1981, à la suite d'un conflit avait eu le courage de renvoyer 11 345 contrôleurs aériens grévistes qui avaient ignoré ses instructions. Ne faisant plus partie des services fédéraux, ils ont été remplacés par des contrôleurs non grévistes.

**4/L'assurance maladie doit réaliser trois milliards d'économies en trois ans.** Comme d'habitude l'essentiel de l'effort sera demandé au secteur privé. Le millier de cliniques et d'hôpitaux privés redoutent d'être la variable d'ajustement du secteur public. Marisol Touraine leur ministre leur rappelle qu'ils doivent réaliser des « bénéfices raisonnables » alors qu'ils représentent 25% de l'offre de soins,

34% de l'activité mais seulement 17% des coûts !

Au moment où il faudrait expliquer de façon pédagogique la situation de la Grèce pour Montere que les gouvernements extrémistes ne peuvent conduire un pays qu'au désastre, le Président de la République reste dans sa posture de synthèse permanente pour amadouer l'aile gauche du Parti Socialiste....

A suivre